

153^e séance

DDADUE

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole

Texte adopté par la commission – n° 2334

Article 6

- ① I. – Le code monétaire et financier est ainsi modifié :
- ② 1° Le I de l'article L. 441-1 est ainsi modifié :
- ③ a) (Supprimé)
- ④ b) Au 2°, les deux occurrences des mots : « autorisés à » sont remplacées par les mots : « reconnus pour » ;

⑤ c) Au 3°, les deux occurrences des mots : « autorisés à fournir en France, sous le régime de la libre prestation de services, » sont remplacés, deux fois, par les mots : « reconnus pour fournir en France » ;

⑥ 2° Les deux premières phrases du III *bis* de l'article L. 533-12 sont ainsi rédigées : « Les prestataires de services d'investissement autres que les sociétés de gestion de portefeuille transmettent à leurs clients ou à leurs clients potentiels toutes les informations en lien avec la fourniture d'un service d'investissement ou d'un service connexe par voie électronique. Toutefois, lorsque le client existant ou le client potentiel est un client non professionnel qui demande à recevoir ces informations sur support papier, ces informations lui sont fournies gratuitement sur ce support. » ;

⑦ 3° Le livre VII est ainsi modifié :

⑧ a) La deuxième ligne du tableau du second alinéa du I des articles L. 762-9, L. 763-9 et L. 764-9 est ainsi rédigée :

⑨

«

L. 441-1	la loi n° du portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole
----------	---

» ;

⑩ b) La dix-huitième ligne du tableau du second alinéa du I des articles L. 773-30, L. 774-30 et L. 775-24 est ainsi rédigée :

⑪

«

L. 533-12	la loi n° du portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole
-----------	---

»

⑫ II. – Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est habilité à prendre par voie d'ordonnance, dans un délai de neuf mois à compter de la promulgation de la présente loi, toute mesure relevant du domaine de la loi pour :

⑬ 1° Transposer les dispositions de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux

ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission, dans leur rédaction résultant de l'article 38 du règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2015/849 ;

- 14 2° Adapter les dispositions du code monétaire et financier et, le cas échéant, d'autres codes ou dispositions législatives non codifiées pour assurer, dès l'entrée en application du même règlement, leur cohérence et leur conformité avec ce dernier ;
- 15 3° Définir les compétences respectives de l'Autorité des marchés financiers et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution pour l'application dudit règlement ;
- 16 4° Rendre applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, avec les adaptations nécessaires, les dispositions résultant des 1° à 3° du présent II, pour celles qui relèvent de la compétence de l'État dans ces collectivités, et procéder, le cas échéant, aux adaptations nécessaires de ces dispositions à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon.
- 17 Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance mentionnée au premier alinéa du présent II.

Amendement n° 60 présenté par le Gouvernement.

Compléter cet article par les quatre alinéas suivants :

« III. – Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est habilité à prendre par voie d'ordonnance, dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, toute mesure relevant du domaine de la loi pour :

« 1° Adapter les dispositions du code monétaire et financier et, le cas échéant, d'autres codes ou lois pour assurer, à l'entrée en application du règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937, leur cohérence et leur conformité avec ce même règlement ;

« 2° Définir les compétences de l'Autorité des marchés financiers et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution pour l'application dudit règlement.

« Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance mentionnée au premier alinéa du présent III. »

Après l'article 6

Amendement n° 67 présenté par le Gouvernement.

Après l'article 6, insérer l'article suivant :

Le code monétaire et financier est ainsi modifié :

1° La section 9 du chapitre I^{er} du titre VI du livre V est ainsi modifiée :

a) L'article L. 561-45-1 est ainsi modifié :

– à la fin du 3°, les mots : « , fonds de pérennité, groupements d'intérêt collectif établis sur le territoire français ainsi que les fiducies au sens de l'article 2011 du code civil et les

administrateurs de tout autre dispositif juridique comparable relevant d'un droit étranger » sont remplacés par les mots : « et fonds de pérennité » ;

– après le même 3°, il est inséré un 4° ainsi rédigé :

« 4° Les groupements d'intérêt économique établis sur le territoire français ainsi que les fiduciaires au sens de l'article 2011 du code civil et les administrateurs de tout autre dispositif juridique comparable relevant d'un droit étranger. » ;

– à l'avant-dernier alinéa, la référence : « 3° » est remplacée par la référence « 4° » ;

b) À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 561-46, après la référence : « L. 561-45-1 », sont insérés les mots : « , les placements collectifs mentionnés au 2° du même article ou leurs sociétés de gestion lorsqu'ils ne sont pas eux-mêmes une société et les groupements d'intérêt économique mentionnés au 4° dudit article » ;

c) Après l'article L. 561-46, il est inséré un article L. 561-46-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 561-46-1. – Les organismes mentionnés au 3° de l'article L. 561-45-1 déclarent, en complément des informations figurant déjà dans un registre de données structurées tenu par l'autorité administrative et retraçant l'ensemble des informations les concernant et à la déclaration desquelles ils sont astreints de par les lois et règlements qui les régissent, les informations actualisées relatives à leurs bénéficiaires effectifs.

« L'autorité administrative vérifie par tous moyens, y compris par des demandes de justificatifs, l'adéquation, l'exactitude et l'actualité des informations figurant dans chacun des registres concernés. Lorsqu'elle constate une divergence entre les informations déclarées et celles dont elle dispose, elle la signale aux organismes concernés, aux fins de correction dans un délai qu'elle porte à leur connaissance. Dans l'intervalle et tant que la divergence persiste, elle la fait figurer dans le registre en précisant les informations sur lesquelles elle porte. »

d) Le premier alinéa de l'article L. 574-5 est ainsi modifié :

– après le mot : « sociétés » sont insérés les mots : « ou, le cas échéant, dans un registre mentionné à l'article L. 561-46-1 » ;

– après la référence : « L. 561-46 », sont insérés les mots : « ou de l'article L. 561-46-1 ».

2° Le titre VII du livre VII est ainsi modifié :

1° Après le 11° du III de l'article L. 773-42, il est inséré un 11° *bis* ainsi rédigé :

« 11° *bis* À l'article L. 561-45-1, les mots : « ainsi que les fiducies au sens de l'article 2011 du code civil » sont supprimés ; » ;

2° Après le 11° du III de l'article L. 774-42, il est inséré un 11° *bis* ainsi rédigé :

« 11° *bis* À l'article L. 561-45-1, les mots : « ainsi que les fiducies au sens de l'article 2011 du code civil » sont supprimés ; » ;

3° L'article L. 775-36 est ainsi modifié :

a) La quarante-sixième ligne du tableau du deuxième alinéa du I est remplacée par trois lignes ainsi rédigées :

«

L. 561-45-1	la loi n°	du
-------------	-----------	----

L. 561-45-2 et L. 561-46	l'ordonnance n° 2020-115 du 12 février 2020
L. 561-46-1	la loi n° du

»

b) Après le 11° du III, il est inséré un 11° *bis* ainsi rédigé :

« 11° *bis* À l'article L. 561-45-1, les mots : « ainsi que les fiducies au sens de l'article 2011 du code civil » sont supprimés ; » ;

4° La dernière ligne du tableau du deuxième alinéa de l'article L. 773-50, la dernière ligne du tableau du deuxième alinéa de l'article L. 774-50 et la dernière ligne du tableau du deuxième alinéa de l'article L. 775-43, sont remplacées par trois lignes ainsi rédigées :

L. 574-4	l'ordonnance n° 2020-115 du 12 février 2020
L. 574-5	la loi n° du
L. 574-6	l'ordonnance n° 2020-115 du 12 février 2020

»

Article 7

- ① Le livre VII du code monétaire et financier est ainsi modifié :
- ② 1° La section 2 du chapitre II du titre I^{er} est ainsi modifiée :
- ③ a) Au premier alinéa de l'article L. 712-9, après la référence : « L. 712-8 », sont insérés les mots : « ou des actes délégués et des actes d'exécution mentionnés à l'article L. 712-11 » ;
- ④ b) Il est ajouté un article L. 712-11 ainsi rédigé :
- ⑤ « *Art. L. 712-11.* – Le ministre chargé de l'économie arrête les conditions dans lesquelles sont rendus applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis

et Futuna les actes délégués et les actes d'exécution relatifs aux normes techniques de réglementation ou d'exécution adoptés par la Commission européenne sur le fondement de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012. » ;

- ⑥ 2° Les articles L. 773-4, L. 774-4 et L. 775-4 sont ainsi modifiés :
- ⑦ a) Après la deuxième ligne du tableau du second alinéa du I, sont insérées deux lignes ainsi rédigées :
- ⑧

«

L. 511-30 et L. 511-31, à l'exception de son troisième alinéa	l'ordonnance n° 2013-544 du 27 juin 2013
L. 511-32	l'ordonnance n° 2014-158 du 20 février 2014

» ;

- ⑨ b) Le II est ainsi rédigé :
- ⑩ « II. – Pour l'application du I :
- ⑪ « 1° Au premier alinéa de l'article L. 511-32, les mots : « des dispositions européennes directement applicables, » sont remplacés par les mots : « des articles L. 712-7 à L. 712-9 et L. 712-11 du présent code et des dispositions » ;

- ⑫ « 2° Au premier alinéa de l'article L. 511-34, les mots : « ou, pour l'application du 2° du présent article, d'un groupe au sens de l'article L. 356-1 du code des assurances » et les mots : « ou d'un groupe mixte ou d'un conglomérat financier auquel appartiennent des entités réglementées au sens de l'article L. 517-2 » sont supprimés. » ;

- ⑬ 3° (*Supprimé*)

- ⑭ 4° Le 1° de l'article L. 781-3 est abrogé ;

15 5° La trente-cinquième ligne du tableau du second alinéa du I des articles L. 783-4, L. 784-4 et L. 785-3 est ainsi rédigée :

16

«

L. 613-47 à L. 613-48-1, L. 613-48-2 à l'exception des deux derniers alinéas du I, du II ainsi que des IX et X, L. 613-49 à l'exception des 2°, 5° et 6° du III et L. 613-49-1 à l'exception du IV

l'ordonnance n° 2020-1636 du 21 décembre 2020

» ;

17 6° Après le *a* du 1° du III des articles L. 783-2, L. 784-2 et L. 785-2, il est inséré un *a* bis ainsi rédigé :

18 « *a* bis) À la première phrase du 7° du II, la référence à l'article L. 564-2 est remplacée par la référence aux dispositions en vigueur localement ayant le même objet ; »

19 7° Le II des articles L. 783-10, L. 784-10 et L. 785-9 est complété par un 3° ainsi rédigé :

20 « 3° À l'article L. 621-20-6, la référence à l'article L. 564-2 est remplacée par la référence aux dispositions en vigueur localement ayant le même objet. »

Amendement n° 6 présenté par M. Labaronne.

I. – Après l'alinéa 12, insérer les vingt-et-un alinéas suivants :

« 2° *bis* La section 8 du chapitre III du titre VII est ainsi modifiée :

« *a*) Après le mot : « capitaux », l'intitulé est ainsi rédigé : « et le financement du terrorisme, au gel des avoirs, à l'interdiction de mise à disposition, à la lutte contre les loteries et jeux prohibés et à l'identification des clients, des comptes et des personnes dans le cadre de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales » ;

« *b*) Est ajoutée une sous-section 4 ainsi rédigée :

« Sous-section 4

« Obligations relatives à l'identification des clients, des comptes et des personnes dans le cadre de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales

« *Art. L. 773-44-1. – I. –* Les articles L. 564-1, à l'exception du second alinéa, et L. 564-2 sont applicables en Nouvelle-Calédonie, sous réserve des dispositions d'adaptation prévues au II, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017.

« II. – Pour l'application du I, aux articles L. 564-1 et L. 564-2, les références au code général des impôts et au livre des procédures fiscales sont remplacées par les références aux dispositions en vigueur localement ayant le même objet. » ;

« 2° *ter* La section 8 du chapitre IV du titre VII est ainsi modifiée :

« *a*) Après le mot : « capitaux », la fin de l'intitulé est ainsi rédigée : « et le financement du terrorisme, au gel des avoirs, à l'interdiction de mise à disposition, à la lutte contre les

loteries et jeux prohibés, à l'identification des clients, des comptes et des personnes dans le cadre de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales » ;

« *b*) Est ajoutée une sous-section 4 ainsi rédigée :

« Sous-section 4

« Obligations relatives à l'identification des clients, des comptes et des personnes dans le cadre de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales

« *Art. L. 774-44-1. – I. –* Les articles L. 564-1, à l'exception du second alinéa, et L. 564-2 sont applicables en Polynésie française, sous réserve des dispositions d'adaptation prévues au II, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificatives pour 2017.

« II. – Pour l'application du I, aux articles L. 564-1 et L. 564-2, les références au code général des impôts et au livre des procédures fiscales sont remplacées par les références aux dispositions en vigueur localement ayant le même objet. » ;

« 2° *quater* La section 7 du chapitre V du titre VII est ainsi modifiée :

« *a*) Après le mot : « capitaux », la fin de l'intitulé est ainsi rédigée : « et le financement du terrorisme, au gel des avoirs, à l'interdiction de mise à disposition, à la lutte contre les loteries et jeux prohibés, à l'identification des clients, des comptes et des personnes dans le cadre de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales » ;

« *b*) Est ajoutée une sous-section 4 ainsi rédigée :

« Sous-section 4

« Obligations relatives à l'identification des clients, des comptes et des personnes dans le cadre de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales

« *Art. L. 775-38-1. – I. –* Les articles L. 564-1, à l'exception du second alinéa, et L. 564-2 sont applicables dans les îles Wallis et Futuna, sous réserve des dispositions d'adaptation prévues au II, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificatives pour 2017.

« II. – Pour l'application du I, aux articles L. 564-1 et L. 564-2, les références au code général des impôts et au livre des procédures fiscales sont remplacées par les références aux dispositions en vigueur localement ayant le même objet. »

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 17 à 20.

Article 7 bis (Non modifié)

1 Le code monétaire et financier est ainsi modifié :

2 1° À la première phrase du premier alinéa du I de l'article L. 312-5 :

- ③ a) Les mots : « dès que » sont remplacés par le mot : « lorsque » ;
- ④ b) Sont ajoutés les mots : « et au plus tard dans les cinq jours ouvrables après avoir établi pour la première fois que cet établissement de crédit ne les a pas restitués » ;
- ⑤ 2° La treizième ligne du tableau du second alinéa du I des articles L. 752–2, L. 753–2 et L. 754–2 est remplacée par deux lignes ainsi rédigées :
- ⑥

«

L. 312–5	la loi n° du portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole
L. 312–6 et L. 312–7 à L. 312–8–1	l'ordonnance n°2015–1024 du 20 août 2015

»

Après l'article 7 bis

Amendement n° 62 présenté par le Gouvernement.

Après l'article 7 bis, insérer l'article suivant :

Le code monétaire et financier est ainsi modifié :

1° L'article L. 613–34 est ainsi modifié :

a) Au 2° du I, les mots : « , à l'exception de celles qui fournissent exclusivement un ou plusieurs des services d'investissement mentionnés aux 1, 2, 4 ou 5 de l'article L. 321–1 et qui ne sont pas » sont remplacés par les mots : « qui sont agréées pour la fourniture d'un service d'investissement mentionné aux 3, 6–1 ou 6–2 de l'article L. 321–1 ou qui sont » ;

b) À la fin du IV, les mots : « présent chapitre » sont remplacés par les mots : « chapitre 2 du titre 1^{er} du livre III » ;

2° L'article L. 613–44 est ainsi modifié :

a) Le II est ainsi rédigé :

« II. – Le collège de résolution dispense de l'exigence mentionnée au I les sociétés de financement de l'habitat, les sociétés de crédit foncier et les établissements de crédit dont l'objet exclusif est de refinancer des billets à ordre régis par les articles L. 313–42 à L. 313–49–1 et représentatifs de prêts consentis pour le financement d'opérations immobilières en émettant, dans les conditions prévues à l'article 13 de la loi n° 85–695 du 11 juillet 1985, des obligations qui ont des caractéristiques identiques à celles de ces billets à ordre, dès lors que les conditions suivantes sont réunies :

« 1° Le plan préventif de résolution qui leur est applicable prévoit qu'en cas de défaillance avérée ou prévisible, elles font l'objet d'une liquidation judiciaire en application du livre VI du code de commerce et des dispositions particulières qui

leur sont applicables, ou des mesures de résolution prévues aux sous-paragraphes 3, 4 et 5 du paragraphe 2 de la sous-section 10 de la présente section ;

« 2° La liquidation judiciaire ou les mesures de résolution mentionnées au 1° garantissent que leurs créanciers, y compris, le cas échéant, les détenteurs d'obligations garanties, supportent les pertes d'une manière conforme aux objectifs de la résolution.

« La personne bénéficiant de la dispense prévue au présent II n'est pas incluse dans le périmètre de consolidation aux fins du calcul de l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles au niveau du groupe de résolution. » ;

b) La seconde phrase du premier alinéa du A du VIII est supprimée ;

c) À la première phrase du second alinéa du B du VIII, après la première occurrence du mot : « résolution » sont insérés les mots : « ou de l'autorité de résolution sur base consolidée » ;

3° Le III de l'article L. 613–54 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le collège de résolution y exerce l'intégralité des droits liés à la détention de titres de capital ou d'autres titres de propriété. » ;

4° Au III de l'article L. 613–55–3, les mots : « des dispositions sont prises afin d'indemniser à due concurrence » sont remplacés par les mots : « le collège de résolution peut prendre des dispositions afin d'indemniser ».

5° Les articles L. 783–4, 784–4 et L. 785–3 sont ainsi modifiés :

a) Le I est ainsi modifié :

– La seconde colonne de la quinzième ligne est ainsi rédigée :

«

la loi n°	du	2024
-----------	----	------

» ;

– La vingt-huitième ligne est remplacée par deux lignes ainsi rédigées :

«

L. 613–44 à l'exception des VII, VIII et 1° du IX

la loi n°	du
-----------	----

L. 613-44-1	l'ordonnance n° 2021-796 du 23 juin 2021
-------------	--

» ;
– La quarante-troisième ligne est remplacée par trois lignes ainsi rédigées :

«

L. 613-53 à L. 613-53-5	l'ordonnance n° 2015-1024 du 20 août 2015
-------------------------	---

L. 613-54	la loi n° du 2024
-----------	---

L. 613-54-1 et L. 613-54-2	l'ordonnance n° 2015-1024 du 20 août 2015
----------------------------	---

» ;
– La quarante-sixième ligne est remplacée par deux lignes ainsi rédigées :

«

L. 613-55-3	la loi n° du 2024
-------------	---

L. 613-55-4	l'ordonnance n° 2020-1636 du 21 décembre 2020
-------------	---

» ;
b) Au a du 10° du III, les mots : « 3° du » sont supprimés.

Article 7 ter (nouveau)

À la troisième phrase de l'article L. 312–12 du code monétaire et financier, après les mots : « Son président », sont insérés les mots : « est entendu par les commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées des finances avant sa désignation et ».

Article 8

① I. – (*Non modifié*) Le I de l'article L. 712–7 du code monétaire et financier est complété par un 13° ainsi rédigé :

② « 13° Le règlement (UE) 2021/1230 du Parlement européen et du Conseil du 14 juillet 2021 concernant les paiements transfrontaliers dans l'Union. »

③ II. – (*Non modifié*) Le 3° de l'article L. 511–7 du code de la consommation est ainsi rédigé :

④ « 3° Des paragraphes 1 et 3 de l'article 3 du règlement (UE) 2021/1230 du Parlement européen et du Conseil du 14 juillet 2021 concernant les paiements transfrontaliers dans l'Union ; ».

⑤ III. – Le code de commerce est ainsi modifié :

⑥ 1° Le titre V du livre IV est complété par un article L. 450–13 ainsi rédigé :

⑦ « *Art. L. 450–13.* – Le ministre chargé de l'économie et les fonctionnaires qu'il a désignés ou habilités conformément au présent livre disposent des pouvoirs qui leur sont reconnus par le présent livre pour la mise en œuvre des paragraphes 5, 6 et 7 de l'article 14 du règlement (UE) 2022/2560 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur. » ;

⑧ 2° Après la cinquante-septième ligne du tableau du second alinéa du 4° du I de l'article L. 950–1, est insérée une ligne ainsi rédigée :

⑨

«

Article L. 450–13	la loi n° du portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole
-------------------	---

» ;

⑩ 3° Après l'article L. 954–9, il est inséré un article L. 954–9–1 ainsi rédigé :

⑪ « *Art. L. 954–9–1.* – Pour l'application de l'article L. 450–13 à Wallis-et-Futuna, après le mot : « œuvre », sont insérés les mots : « des règles en vigueur en métropole en application ». »

Amendement n° 27 présenté par Mme Maximi, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard,

M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élixa Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens,

M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter.

Au début de l'alinéa 7, substituer aux mots :

« Le ministre chargé de l'économie et les fonctionnaires qu'il a désignés ou habilités conformément aux dispositions du présent livre »

les mots :

« La direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et ses agents ».

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES À L'ASSISTANCE INTERNATIONALE AU RECOUVREMENT

Article 9

- ① I. – L'article L. 283 D du livre des procédures fiscales est ainsi modifié :
- ② 1^o Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ③ « Elles autorisent dans ce cadre les administrations des autres États membres à utiliser les informations transmises à d'autres fins si une telle utilisation est permise par la législation française dans le cadre national. » ;
- ④ 2^o Après le même I, il est inséré un I *bis* ainsi rédigé :
- ⑤ « I *bis*. – Lorsque les informations transmises en application du premier alinéa du I du présent article proviennent d'un autre État membre et que ces informations peuvent présenter un intérêt pour un État membre tiers aux fins mentionnées au second alinéa du paragraphe 1 de l'article 23 de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures, les administrations financières demandent à l'administration de l'État membre de provenance l'autorisation préalable de transmettre ces informations à cet État membre tiers.
- ⑥ « En l'absence de réponse de la part de l'administration de l'État membre de provenance des informations dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la demande d'autorisation, les informations sont transmises à l'administration de l'État membre tiers.
- ⑦ « L'autorisation d'utiliser aux fins mentionnées au second alinéa du I du présent article des informations qui ont été transmises conformément aux deux premiers alinéas du présent I *bis* ne peut être donnée que par l'État membre de provenance des informations. » ;
- ⑧ 3^o Le II est ainsi modifié :
- ⑨ a) Le début du premier alinéa est ainsi rédigé : « II. – Les administrations financières ne peuvent... (*le reste sans changement*). » ;
- ⑩ b) Au second alinéa, les mots : « les administrations financières » sont remplacés par le mot : « elles » ;
- ⑪ 4^o Le III est ainsi rédigé :

- ⑫ « III. – Les informations reçues dans le cadre des articles L. 283 A à L. 283 F peuvent être utilisées à toute autre fin que celle mentionnée au premier alinéa du I du présent article si une telle utilisation est permise par la législation interne de l'État membre de provenance des informations.
- ⑬ « L'administration bénéficiaire de ces informations est soumise au secret professionnel défini aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal. »
- ⑭ II. – L'article 349 *sexies* du code des douanes est ainsi modifié :
- ⑮ 1^o Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑯ « Elles autorisent dans ce cadre les administrations des autres États membres à utiliser les informations transmises à d'autres fins si une telle utilisation est permise par la législation française dans le cadre national. » ;
- ⑰ 2^o Après le même I, il est inséré un I *bis* ainsi rédigé :
- ⑱ « I *bis*. – Lorsque les informations transmises en application du premier alinéa du I du présent article proviennent d'un autre État membre et que ces informations peuvent présenter un intérêt pour un État membre tiers aux fins mentionnées au second alinéa du paragraphe 1 de l'article 23 de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures, les administrations financières demandent à l'administration de l'État membre de provenance l'autorisation préalable de transmettre ces informations à cet État membre tiers.
- ⑲ « En l'absence de réponse de la part de l'administration de l'État membre de provenance des informations dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la demande d'autorisation, les informations sont transmises à l'administration de l'État membre tiers.
- ⑳ « L'autorisation d'utiliser aux fins mentionnées au second alinéa du I du présent article des informations qui ont été transmises conformément aux deux premiers alinéas du présent I *bis* ne peut être donnée que par l'État membre de provenance des informations. » ;
- ㉑ 3^o Le II est ainsi modifié :
- ㉒ a) Le début du premier alinéa est ainsi rédigé : « II. – Les administrations financières ne peuvent... (*le reste sans changement*). » ;
- ㉓ b) Au second alinéa, les mots : « les administrations financières » sont remplacés par le mot : « elles » ;
- ㉔ 4^o Le III est ainsi rédigé :
- ㉕ « III. – Les informations reçues dans le cadre des articles 349 *ter* à 349 *octies* peuvent être utilisées à toute autre fin que celle mentionnée au premier alinéa du I du présent article si une telle utilisation est permise par la législation interne de l'État membre de provenance des informations.
- ㉖ « L'administration bénéficiaire de ces informations est soumise au secret professionnel défini aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal . » ;

- 27 5° Il est ajouté un IV ainsi rédigé :
- 28 « IV. – Les informations échangées dans le cadre des articles 349 *ter* à 349 *octies* du présent code peuvent être invoquées ou utilisées comme preuve par les administrations financières. »
- 29 III. – Le chapitre II du titre I^{er} du livre VI du code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :
- 30 1° Au premier alinéa de l'article L. 612–2, les mots : « (CE) n° 1290/2005 du Conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune » sont remplacés par les mots : « (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 » ;
- 31 2° L'article L. 612–5 est ainsi modifié :
- 32 a) Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- 33 « L'organisme payeur compétent autorise dans ce cadre les administrations des autres États membres à utiliser les informations transmises à d'autres fins si une telle utilisation est permise par la législation française dans le cadre national. » ;
- 34 b) Après le I, il est inséré un I *bis* ainsi rédigé :
- 35 « I *bis*. – Lorsque les informations transmises en application du premier alinéa du I du présent article proviennent d'un autre État membre et que ces informations peuvent présenter un intérêt pour un État membre tiers aux fins mentionnées au second alinéa du paragraphe 1 de l'article 23 de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures, l'organisme payeur compétent demande à l'administration de l'État membre de provenance l'autorisation préalable de transmettre ces informations à cet État membre tiers.
- 36 « En l'absence de réponse de la part de l'administration de l'État membre de provenance des informations dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date de la demande d'autorisation, les informations sont transmises à l'administration de l'État membre tiers.
- 37 « L'autorisation d'utiliser aux fins mentionnées au second alinéa du I du présent article des informations qui ont été transmises conformément aux premier et deuxième alinéas du présent I *bis* ne peut être donnée que par l'État membre de provenance des informations. » ;
- 38 c) Le III est ainsi rédigé :
- 39 « III. – Les informations reçues dans le cadre des articles L. 612–1 à L. 612–6 peuvent être utilisées à toute autre fin que celle mentionnée au premier alinéa du I du présent article si une telle utilisation est permise par la législation interne de l'État membre de provenance des informations.

- 40 « L'administration bénéficiaire de ces informations est soumise au secret professionnel défini aux articles 226–13 et 226–14 du code pénal. »

Amendement n° 28 présenté par Mme Maximi, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter.

Supprimer cet article.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES

Article 13

- 1 Le chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement est complété par une section 10 ainsi rédigée :

2 « SECTION 10

3 « **DISPOSITIONS RELATIVES AU MÉCANISME D'AJUSTEMENT CARBONE AUX FRONTIÈRES PENDANT LA PÉRIODE TRANSITOIRE**

4 « SOUS-SECTION 1

5 « DÉFINITIONS

- 6 « Art. L. 229–70. – Pour l'application de la présente section :

- 7 « 1° Le “règlement MACF” désigne le règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières ;

- 8 « 2° Le “règlement d'exécution relatif à la période transitoire” désigne le règlement d'exécution (UE) 2023/1773 de la Commission du 17 août 2023 portant modalités d'application du règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les obligations de déclaration aux fins du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières pendant la période transitoire ;

- ⑨ « 3° L'«assujetti» désigne la personne soumise, en application de l'article 32 du règlement MACF, aux obligations de déclaration prévues aux articles 33, 34 et 35 du même règlement ;
- ⑩ « 4° Le «rapport MACF» désigne la déclaration trimestrielle dont le contenu est précisé à l'article 34 et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 35 dudit règlement ;
- ⑪ « 5° La «période transitoire» désigne la période allant du 1^{er} octobre 2023 au 31 décembre 2025, conformément à l'article 32 du même règlement ;
- ⑫ « 6° Les «émissions» désignent le rejet dans l'atmosphère de gaz à effet de serre énumérés dans l'annexe I du même règlement pour la production de marchandises énumérées à la même annexe I.
- ⑬ « *SOUS-SECTION 2* »
- ⑭ « **SANCTIONS APPLICABLES PENDANT LA PÉRIODE TRANSITOIRE** »
- ⑮ « *Art. L. 229-71.* – Lorsque l'autorité administrative compétente, compte tenu notamment des informations transmises par la Commission européenne en application du paragraphe 3 de l'article 35 du règlement MACF, détermine qu'un assujetti n'a pas respecté l'obligation de présenter un rapport MACF, elle le met en demeure d'y satisfaire dans un délai de deux mois.
- ⑯ « *Art. L. 229-72.* – Lorsque l'autorité administrative estime que le rapport MACF d'un assujetti est incomplet ou incorrect, compte tenu notamment des informations transmises par la Commission européenne en application du paragraphe 4 de l'article 35 du règlement MACF, elle engage une procédure de rectification de ce rapport.
- ⑰ « Elle informe l'assujetti des informations complémentaires requises pour la rectification de ce rapport. L'assujetti soumet un rapport complété ou corrigé dans un délai de deux mois.
- ⑱ « Si, à l'expiration de ce délai, l'autorité administrative constate que l'assujetti n'a pas pris les mesures nécessaires pour compléter ou corriger ce rapport, elle le met en demeure d'y procéder dans un délai d'un mois.
- ⑲ « *Art. L. 229-73.* – Lorsqu'il n'a pas été déféré, dans le délai imparti, à la mise en demeure prévue aux articles L. 229-71 ou L. 229-72, l'autorité administrative prononce une amende proportionnée à la gravité des manquements constatés, en tenant compte des circonstances définies au paragraphe 3 de l'article 16 du règlement d'exécution relatif à la période transitoire, d'un montant minimal de 10 euros et d'un montant maximal de 50 euros par tonne d'émissions non déclarées.
- ⑳ « Dans les situations définies au paragraphe 4 du même article 16, le montant de l'amende encourue est doublé, sans pouvoir excéder un montant de 100 euros par tonne d'émissions non déclarées.
- ㉑ « *Art. L. 229-74.* – La décision prononçant l'amende précise la date à partir de laquelle elle est exigible.

- ㉒ « Le recouvrement des amendes prévues à la présente sous-section est effectué au profit du Trésor public comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine.
- ㉓ « *Art. L. 229-75.* – Préalablement à tout recours contentieux à l'encontre d'une décision prononçant une amende en application de la présente sous-section, l'intéressé saisit le ministre chargé de la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'un recours gracieux.
- ㉔ « *Art. L. 229-76.* – Un décret en Conseil d'État précise les conditions d'application de la présente sous-section. »

Amendement n° 37 présenté par Mme Belluco, M. Iordanoff, Mme Arrighi, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Garin, Mme Laernoës, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebahli, M. Taché, Mme Taillé-Polian et M. Thierry.

À l'alinéa 19, substituer au montant :

« 10 euros »

le montant :

« 40 euros ».

Amendement n° 68 présenté par le Gouvernement.

À l'alinéa 23, substituer aux mots :

« de réduction des émissions de gaz à effet de serre »

les mots :

« des marchés carbone ».

CHAPITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AU SYSTÈME D'ÉCHANGE DE QUOTAS D'ÉMISSIONS DE GAZ À EFFETS DE SERRE

Article 14

- ① I. – Le code de l'environnement est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 229-5 est ainsi modifié :
- ③ a) (*Supprimé*)
- ④ b) Le premier alinéa est ainsi rédigé :
- ⑤ « I. – La présente section s'applique aux installations classées et aux équipements et installations nécessaires à l'exploitation d'une installation nucléaire de base mentionnés à l'article L. 593-3 qui exercent une des activités dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État. Pour l'établissement de cette liste, il est tenu compte de la capacité de production, du rendement de l'installation ou de l'équipement et du type d'énergie utilisé. » ;
- ⑥ c) Au deuxième alinéa, les mots : « dans l'atmosphère » sont supprimés ;
- ⑦ d) Après le même deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

- ⑧ « La présente section s'applique également aux compagnies maritimes dont la France est l'État membre responsable, pour les activités de transport maritime précisées aux articles L. 229-18-3 et L. 229-18-4. » ;
- ⑨ e) Les quatrième à avant-dernier alinéas sont remplacés par un II ainsi rédigé :
- ⑩ « II. – Au sens de la présente section :
- ⑪ « 1° Une “tonne d'équivalent dioxyde de carbone” est une tonne métrique de dioxyde de carbone (CO²) ou une quantité de tout autre gaz à effet de serre mentionné sur la liste prévue au dernier alinéa du I et ayant un potentiel de réchauffement climatique équivalent à celui d'une tonne métrique de dioxyde de carbone ;
- ⑫ « 2° Un “quota d'émission de gaz à effet de serre” est un quota autorisant à émettre une tonne d'équivalent dioxyde de carbone au cours d'une période donnée et transférable dans les conditions prévues à la présente section ;
- ⑬ « 3° Le terme “installation” utilisé sans précision supplémentaire désigne indifféremment une installation classée mentionnée à l'article L. 511-1 ou un équipement ou une installation mentionnés à l'article L. 593-3 ;
- ⑭ « 4° Un “exploitant d'aéronef” est la personne qui exploite un aéronef au moment où il effectue une activité aérienne, ou le propriétaire de l'aéronef lorsque la personne qui exploite un aéronef n'est pas connue ou n'est pas identifiée par son propriétaire ;
- ⑮ « 5° Un “exploitant d'aéronef dont la France est l'État membre responsable” est un exploitant d'aéronef détenteur d'une licence d'exploitation délivrée par l'autorité administrative française conformément à l'article L. 6412-2 du code des transports ou, si ce n'est pas le cas, un exploitant dont les émissions attribuées à la France sont les plus élevées parmi celles attribuées aux États membres de l'Union européenne figurant sur la liste, mentionnée à l'article 18 *bis* de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil, établie et publiée par la Commission européenne ;
- ⑯ « 6° Les “effets de l'aviation hors CO₂” sont les effets sur le climat du rejet, lors de la combustion du carburant, d'oxydes d'azote (NO_x), de particules de suie et d'espèces de soufre oxydées, ainsi que les effets de la vapeur d'eau, notamment des traînées de condensation, provenant d'un aéronef effectuant une des activités aériennes mentionnées au deuxième alinéa du I du présent article ;
- ⑰ « 7° Une “compagnie maritime” est un propriétaire de navire ou tout autre organisme ou personne, tel que l'armateur gérant ou l'affrètement coque nue, auquel le propriétaire d'un navire a confié la responsabilité de l'exploitation du navire et qui, en assumant cette responsabilité, a accepté de s'acquitter des tâches et des obligations imposées par le code international de gestion pour la sécurité de l'exploitation des navires et la prévention de la pollution, figurant à l'annexe I du règlement (CE) n° 336/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 relatif à l'application du code international de gestion de la sécurité dans la Communauté et abrogeant le règlement (CE) n° 3051/95 du Conseil ;
- ⑱ « 8° Une “compagnie maritime dont la France est l'autorité responsable” est soit une compagnie maritime immatriculée en France, soit une compagnie maritime non immatriculée dans un État membre de l'Union européenne dont la France est, parmi ces États membres, le pays dans lequel ses navires ont effectué le plus grand nombre estimé d'escales au cours de leurs voyages, entrant dans les catégories mentionnées au II de l'article L. 229-18-3 du présent code, des quatre dernières années de surveillance, soit une compagnie maritime non immatriculée dans un État membre européen et n'ayant pas effectué de voyage entrant dans ces catégories au cours des quatre dernières années de surveillance, si la France constitue le pays d'arrivée ou de départ du premier voyage de ce type effectué par un navire de cette compagnie maritime. La liste des compagnies maritimes attribuées à la France est arrêtée et mise à jour par l'acte d'exécution mentionné au paragraphe 2 de l'article 3 *octies septies* de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée. L'autorité responsable d'une compagnie maritime conserve cette responsabilité indépendamment des modifications ultérieures des activités de la compagnie maritime ou de son immatriculation jusqu'à ce que ces modifications soient prises en compte dans une liste mise à jour ;
- ⑲ « 9° Un “port d'escale” est le port dans lequel s'arrête un navire pour charger ou décharger des marchandises ou pour embarquer ou débarquer des passagers ou le port dans lequel un navire de ravitaillement en mer s'arrête pour changer d'équipage ; les arrêts uniquement destinés au ravitaillement en combustible, à l'approvisionnement, au changement d'équipage d'un navire autre qu'un navire de ravitaillement en mer, à la mise en cale sèche ou à des réparations à effectuer sur le navire, ses équipements ou les deux, les arrêts dans un port dus au fait que le navire a besoin d'assistance ou est en détresse, les transferts de navire à navire effectués en dehors des ports, les arrêts effectués à seule fin de trouver abri par mauvais temps ou rendus nécessaires par des activités de recherche et de sauvetage, ainsi que les arrêts de porte-conteneurs effectués dans un port voisin de transbordement de conteneurs recensé dans l'acte d'exécution adopté conformément au paragraphe 2 de l'article 3 *octies bis* de la même directive, sont exclus ;
- ⑳ « 10° Un “voyage” est le déplacement d'un navire commençant ou se terminant dans un port d'escale et ayant pour objet le transport de passagers ou de marchandises à des fins commerciales ;
- ㉑ « 11° Un “navire de croisière” est un navire à passagers sans pont à cargaison et qui est conçu exclusivement pour le transport commercial de passagers hébergés pour un voyage en mer ;
- ㉒ « 12° Une “région ultrapériphérique” est l'un des territoires mentionnés à l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- ㉓ « 13° Un “pays et territoire d'outre-mer” est l'un des territoires mentionnés à l'article 198 et énumérés à l'annexe II du même traité. » ;

- 24 f) Au début du dernier alinéa, est ajoutée la mention : « III. – » ;
- 25 2° L'article L. 229–6 est ainsi modifié :
- 26 aa) (nouveau) Au premier alinéa, après le mot : « alinéa » sont insérés les mots : « du I » ;
- 27 a) À la fin de l'avant-dernier alinéa, les mots : « , et le cas échéant leurs activités aériennes en termes de tonnes-kilomètres » sont supprimés ;
- 28 b) À la fin du dernier alinéa, les mots : « , ou des déclarations d'émissions et d'activités aériennes en termes de tonnes-kilomètres mentionnées ci-dessus » sont supprimés ;
- 29 c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- 30 « Les modalités de mise en œuvre des obligations particulières de surveillance, de déclaration et de contrôle auxquelles sont soumises les compagnies maritimes dont la France est l'autorité responsable mentionnées au 8° du II de l'article L. 229–5, en ce qui concerne leurs émissions, sont définies par le règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE ainsi que par les actes délégués pris pour son application. Le cas échéant, elles sont précisées par arrêté du ministre chargé de la mer. » ;
- 31 3° L'article L. 229–7 est ainsi modifié :
- 32 a) Le II est ainsi rédigé :
- 33 « II. – À l'issue de chaque année civile, les exploitants d'installations, les exploitants d'aéronefs, sous réserve de l'article L. 229–18–1, et les compagnies maritimes, sous réserve des articles L. 229–18–3 et L. 229–18–4, restituent à l'autorité administrative, sous peine des sanctions prévues à l'article L. 229–10, un nombre d'unités mentionnées au IV du présent article égal au total des émissions de gaz à effet de serre durant cette année civile de leurs installations résultant de leurs activités aériennes ou maritimes, telles qu'elles ont été déclarées, vérifiées et validées conformément au III du présent article.
- 34 « Pour s'acquitter de cette obligation, l'exploitant d'installation ou d'aéronef ou la compagnie maritime ne peut utiliser ni les quotas mentionnés au paragraphe 3 *bis* de l'article 12 de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée, ni ceux émis au titre du chapitre IV *bis* de la même directive.
- 35 « Un exploitant d'installation ou d'aéronef ou une compagnie maritime n'est pas tenu de restituer des unités pour les émissions de dioxyde de carbone dont il a été vérifié qu'elles font l'objet d'un captage et d'un transport en vue d'un stockage permanent vers un site de stockage géologique de dioxyde de carbone disposant d'un permis en vigueur conformément à l'article 6 de la directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil, les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil. Il n'est pas non plus tenu de restituer des unités à raison des émissions de gaz à effet de serre qui sont réputées avoir été captées et utilisées de telle manière qu'elles sont devenues chimiquement liées, de manière permanente, à un produit, de sorte qu'elles ne peuvent pénétrer dans l'atmosphère dans des conditions normales d'utilisation, y compris lors de toute activité normale ayant lieu après la fin de vie du produit. » ;
- 36 b) Le III est ainsi modifié :
- 37 – la seconde phrase des deuxième, troisième et dernier alinéas est supprimée ;
- 38 – au début de la première phrase du même dernier alinéa, le mot : « ou » est supprimé ;
- 39 – il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- 40 « – par chaque compagnie maritime, des émissions de gaz à effet de serre agrégées au niveau de la compagnie selon les modalités prévues à l'article 11 *bis* du règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE et vérifiées dans les conditions prévues par le même règlement et les actes délégués pris pour son application, puis validées ou, le cas échéant, corrigées ou estimées par le ministre chargé de la mer. » ;
- 41 c) Le IV est ainsi modifié :
- 42 – au premier alinéa, après le mot : « exploitant », sont insérés les mots : « d'installation, l'exploitant d'aéronef ou la compagnie maritime » ;
- 43 – le 1° est abrogé ;
- 44 4° L'article L. 229–10 est ainsi modifié :
- 45 a) Le début du premier alinéa du I est ainsi rédigé : « I. – L'exploitant d'installation, l'exploitant d'aéronef ou la compagnie maritime ne peut céder les unités inscrites au compte associé à son installation, à ses activités aériennes ou à ses activités maritimes dans le registre... (*le reste sans changement*) : » ;
- 46 b) Au deuxième alinéa du même I, après le mot : « aériennes », sont insérés les mots : « ou maritimes » ;
- 47 c) À la fin de la seconde phrase des troisième, quatrième et avant-dernier alinéas dudit I, les mots : « du délai mentionné au III de l'article L. 229–7 » sont remplacés par les mots : « d'un délai fixé par cet arrêté » ;
- 48 d) Avant le dernier alinéa du même I, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- 49 « – ou lorsque l'autorité compétente constate que la déclaration relative aux données d'émissions agrégées au niveau de la compagnie prévue à l'article 11 *bis* du règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE ou la vérification de celle-ci ne remplissent pas les conditions déterminées par ce même

règlement, par les actes délégués pris pour son application ou par l'arrêté prévu au dernier alinéa de l'article L. 229–6. La décision, qui doit être motivée, intervient alors au plus tard à l'expiration d'un délai fixé par cet arrêté. » ;

- 50 e) Au même dernier alinéa, après le mot : « exploitant », sont insérés les mots : « ou la compagnie maritime » ;
- 51 e bis) Après le même I, il est inséré un I *bis* ainsi rédigé :
- 52 « I *bis*. – Lorsque, à la date mentionnée au deuxième alinéa du I du présent article, un exploitant n'a pas déclaré les émissions de l'installation ou de ses activités aériennes ou lorsque l'autorité compétente constate que la déclaration relative aux émissions au cours de l'année civile précédente ne remplit pas les conditions déterminées par les arrêtés prévus aux troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 229–6, cette autorité met en demeure l'exploitant de satisfaire à cette obligation dans un délai d'un mois.
- 53 « Si, à l'expiration de ce délai, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, l'autorité compétente peut ordonner le paiement d'une amende administrative d'un montant proportionné à la gravité des manquements constatés et maximal de 15 000 euros. Le recouvrement de cette amende est effectué au profit du Trésor public comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. » ;
- 54 f) À la première phrase, deux fois, et aux deux dernières phrases du premier alinéa du II, après le mot : « exploitant », sont insérés les mots : « ou la compagnie maritime » ;
- 55 g) À la deuxième phrase du deuxième alinéa du même II, après le mot : « exploitant », sont insérés les mots : « ou la compagnie maritime » ;
- 56 h) À la dernière phrase du même deuxième alinéa, les mots : « l'année » sont remplacés par les mots : « lors de la restitution des quotas de l'année civile » ;
- 57 i) Le troisième alinéa dudit II est ainsi rédigé :
- 58 « Dans le cas d'une restitution incomplète du nombre de quotas, les unités inscrites au compte de l'exploitant d'installation ou d'aéronef ou de la compagnie maritime demeurent incessibles jusqu'à ce que l'amende ait été acquittée et les quotas intégralement restitués. » ;
- 59 j) À l'avant-dernier alinéa du même II, après le mot : « exploitant », sont insérés les mots : « ou de la compagnie maritime » ;
- 60 5° L'article L. 229–11–1 est ainsi modifié :
- 61 a) Au premier alinéa, les mots : « pour les installations et les aéronefs au titre » sont remplacés par les mots : « au titre des chapitres II et III » ;
- 62 b) Au 2°, après le mot : « par », sont insérés les mots : « l'article 1^{er} de » ;
- 63 c) À la fin du 3°, les mots : « ou au paragraphe 2 de l'article 28 *bis* de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 » sont supprimés ;
- 64 d) Sont ajoutés des 4° et 5° ainsi rédigés :
- 65 « 4° Des quotas annulés conformément au dernier alinéa de l'article 3 *octies ter* de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil ;
- 66 « 5° Des quotas annulés conformément au second alinéa du paragraphe 3 *–sexies* de l'article 12 de la même directive. » ;
- 67 6° À la fin du II de l'article L. 229–11–3, le mot : « État » est remplacé par les mots : « autorité administrative » ;
- 68 6° *bis* Au premier alinéa du I de l'article L. 229–13, les mots : « pour la période constituée des années civiles 2013 à 2020 et » sont supprimés ;
- 69 7° Au troisième alinéa du I et à la fin de la dernière phrase du premier alinéa du III du même article L. 229–13, les mots : « l'environnement » sont remplacés par les mots : « la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre » ;
- 70 8° L'article L. 229–14 est ainsi modifié :
- 71 a) Après le mot : « chargé », la fin du troisième alinéa du I est ainsi rédigée : « la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre. » ;
- 72 b) Le III est abrogé ;
- 73 9° L'article L. 229–15 est ainsi modifié :
- 74 a) Le premier alinéa du I est ainsi rédigé :
- 75 « I. – Des quotas d'émission de gaz à effet de serre sont délivrés gratuitement par l'autorité administrative sur demande des exploitants soumis à l'obligation de restitution de quotas prévue au II de l'article L. 229–7, pour des installations bénéficiant de l'autorisation mentionnée au premier alinéa de l'article L. 229–6. Ces quotas sont délivrés annuellement pour une période déterminée. » ;
- 76 b) Après le mot : « activité », la fin de la première phrase du premier alinéa du II est supprimée ;
- 77 c) Les deux derniers alinéas du même II sont supprimés ;
- 78 d) Le III est complété par deux alinéas ainsi rédigés :
- 79 « Sous réserve de l'application du règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, aucun quota n'est délivré à titre gratuit pour la fabrication des marchandises énumérées à l'annexe I du même règlement.
- 80 « Par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent III, jusqu'au 31 décembre 2033, la fabrication des marchandises mentionnées à l'annexe I dudit règlement fait l'objet d'une allocation de quotas à titre gratuit en quantités réduites. Ces quantités sont calculées par application d'un facteur de réduction à l'allocation de quotas à titre gratuit pour la fabrication de ces marchan-

disés. Ce facteur est égal à 100 % pour la période comprise entre l'entrée en vigueur du même règlement et le 31 décembre 2025 et, sous réserve de l'application du *b* du paragraphe 2 de l'article 36 du même règlement, est égal à 97,5 % en 2026, à 95 % en 2027, à 90 % en 2028, à 77,5 % en 2029, à 51,5 % en 2030, à 39 % en 2031, à 26,5 % en 2032 et à 14 % en 2033. » ;

- 81) *e*) Le deuxième alinéa du IV est ainsi rédigé :
- 82) « Ces montants par défaut peuvent être adaptés dans les cas prévus au paragraphe 5 de l'article 10 *bis* de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée. Cette adaptation est effectuée de manière uniforme. Cependant, les installations dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre sont inférieurs à la moyenne des 10 % d'installations les plus efficaces d'un secteur ou d'un sous-secteur de l'Union pour les référentiels pertinents au cours d'une année lors de laquelle une adaptation s'applique ne sont pas soumises à une telle adaptation. » ;
- 83) *f*) Le dernier alinéa du même IV est supprimé ;
- 84) *g*) Après ledit IV, sont insérés des IV *bis* et IV *ter* ainsi rédigés :
- 85) « IV *bis*. – Si une installation est concernée par l'obligation d'effectuer un audit énergétique ou de mettre en œuvre un système de management de l'énergie certifié en application de l'article 8 de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE et si les recommandations du rapport d'audit ou du système de management de l'énergie certifié ne sont pas appliquées, à moins que le temps de retour sur investissement des investissements correspondants ne dépasse trois ans ou que le coût de ces investissements ne soit disproportionné, la quantité de quotas alloués à titre gratuit est réduite de 20 %. La quantité de quotas alloués à titre gratuit n'est pas réduite si l'exploitant démontre qu'il a mis en œuvre d'autres mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre équivalentes à celles qui sont recommandées dans le rapport d'audit ou dans le système de management de l'énergie certifié pour l'installation concernée. Les modalités d'application du présent IV *bis* sont fixées par décret en Conseil d'État.
- 86) « IV *ter*. – La réduction de 20 % mentionnée au IV *bis* est également appliquée dans le cas où, au 1^{er} mai 2024, un exploitant d'installations dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre sont supérieurs au 80^e centile des niveaux d'émission pour les référentiels de produits pertinents n'a pas établi, pour chacune de ces installations, un plan de neutralité climatique pour ses activités relevant du périmètre défini à l'article L. 229-5. Cette réduction s'applique aussi dans le cas où les valeurs cibles de ce plan n'ont pas été atteintes et ses jalons intermédiaires n'ont pas été respectés pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2025 ou pour la période allant de 2026 à 2030. Ces valeurs cibles sont présumées ne pas avoir été atteintes et ces jalons intermédiaires sont présumés ne pas avoir été respectés dans le cas où l'atteinte et le respect n'ont pas été vérifiés aux frais de l'exploitant par un organisme accrédité à cet effet.

87) « Le contenu du plan de neutralité climatique mentionné au premier alinéa du présent IV *ter* et les modalités de sa mise en œuvre et de son contrôle sont fixés par décret en Conseil d'État. » ;

88) 10° (*Supprimé*)

89) II. – (*Non modifié*) Le *b* du 8° et les *c* et *f* du 9° du I entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Amendement n° 69 présenté par le Gouvernement.

I. – À la fin de l'alinéa 69, substituer aux mots :

« la politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre »

les mots :

« la politique des marchés carbone ».

II. – En conséquence, à la fin de l'alinéa 71, procéder à la même substitution.

Amendement n° 43 présenté par Mme Belluco, M. Iordanoff, Mme Arrighi, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Garin, Mme Laernoes, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché, Mme Taillé-Polian et M. Thierry.

Substituer aux alinéas 73 à 89 l'alinéa suivant :

« 9° L'article L. 229-15 du code de l'environnement est abrogé ; ».

Amendement n° 10 présenté par M. Adam.

À la seconde phrase de l'alinéa 75, substituer au mot :

« pour »

les mots :

« et sont affectés à »

Article 15

1) I. – L'article L. 229-18 du code de l'environnement est remplacé par des articles L. 229-18 à L. 229-18-2 ainsi rédigés :

2) « Art. L. 229-18. – La présente sous-section s'applique aux exploitants d'aéronefs mentionnés à l'article L. 229-5.

3) « I. – Sont attribués à titre gratuit aux exploitants d'aéronefs respectivement 75 % en 2024 et 50 % en 2025 de 85 % du nombre total de quotas publié par la Commission européenne en application des paragraphes 5 et 7 de l'article 3 *quater* de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil.

4) « Ces quotas gratuits sont fixés proportionnellement à la part des émissions vérifiées des exploitants d'aéronefs résultant des activités aériennes déclarées au titre de l'année 2023. Il est également tenu compte, dans le calcul de ces quotas, des émissions vérifiées, au titre de la même année, résultant des activités aériennes déclarées

pour les vols qui ne relèvent du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne qu'à partir du 1^{er} janvier 2024.

- ⑤ « Pour chacune des années 2024 et 2025, un arrêté du ministre chargé des transports fixe le nombre de quotas d'émissions de gaz à effet de serre alloués à titre gratuit à chaque exploitant d'aéronef.
- ⑥ « II. – Pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2030, les exploitants d'aéronefs commerciaux peuvent demander à bénéficier, chaque année, de quotas à titre gratuit pour l'utilisation, dans leurs vols subsoniques donnant lieu à restitution de quotas, de carburants d'aviation durables et d'autres carburants d'aviation qui ne sont pas dérivés de combustibles fossiles, mentionnés au règlement (UE) 2023/2405 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 relatif à l'instauration d'une égalité des conditions de concurrence pour un secteur du transport aérien durable (ReFuelEU Aviation) et admissibles pour atteindre les objectifs d'incorporation en volume de ces carburants fixés à l'annexe I du même règlement.
- ⑦ « Les quotas alloués couvrent respectivement :
- ⑧ « 1^o 70 % de l'écart restant entre le prix du kérosène fossile et celui de l'hydrogène produit à partir de sources d'énergies renouvelables ou de biocarburants avancés définis au point 34 de l'article 2 de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et qui ont un facteur d'émission nul en application du *a* du paragraphe 6 de l'article 3 *quater* de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée ;
- ⑨ « 2^o 95 % de l'écart de prix restant entre le prix du kérosène fossile et celui de carburants renouvelables d'origine non biologique définis à l'article 25 de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 précitée et qui ont un facteur d'émission nul en application du *a* du paragraphe 6 de l'article 3 *quater* de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée ;
- ⑩ « 3^o 100 % de l'écart de prix restant entre le prix du kérosène fossile et celui d'un carburant d'aviation qui n'est pas dérivé de combustibles fossiles et qui est admissible au titre du règlement (UE) 2023/2405 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 précité, embarqué dans des aéroports qui sont situés dans une région ultrapériphérique ou dans des aéroports situés sur des îles de moins de 10 000 kilomètres carrés qui ne sont pas reliées au continent ou dans des aéroports qui ne sont pas définis, du fait de leur trafic, comme des aéroports de l'Union européenne en application de l'article 3 du même règlement ;
- ⑪ « 4^o Dans les cas autres que ceux mentionnés aux 1^o à 3^o du présent II, 50 % de l'écart restant entre le prix du kérosène fossile et celui du carburant d'aviation durable admissible et qui n'est pas dérivé de combustibles fossiles.
- ⑫ « La couverture de tout ou partie de l'écart de prix entre le kérosène fossile et les carburants d'aviation admissibles tient compte des incitations liées au prix

du carbone et aux niveaux minimaux harmonisés de taxation des combustibles fossiles, définies par la Commission européenne en application du paragraphe 6 de l'article 3 *quater* de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 précitée, et des éventuels soutiens par d'autres dispositifs au niveau national, dans des conditions précisées par décret.

- ⑬ « Lorsque le carburant d'aviation admissible ne peut être physiquement attribué dans un aéroport à un vol spécifique, les quotas sont attribués aux exploitants d'aéronefs proportionnellement aux carburants d'aviation admissibles embarqués par l'exploitant d'aéronef dans cet aéroport pour ses activités aériennes subsoniques mentionnées à l'article L. 229-5 du présent code.
- ⑭ « Si, pour une année donnée, la demande de quotas pour l'utilisation de ces carburants est supérieure au nombre de quotas disponibles, le nombre de quotas attribués est réduit, dans la même proportion pour tous les exploitants d'aéronefs concernés.
- ⑮ « Le nombre de quotas attribués chaque année à titre gratuit aux exploitants d'aéronefs au titre du présent II est fixé par arrêté du ministre chargé des transports, dans les conditions précisées par décret en Conseil d'État.
- ⑯ « *Art. L. 229-18-1. – I. –* Par dérogation au II de l'article L. 229-7, les exploitants d'aéronefs ne sont pas tenus de restituer des quotas en ce qui concerne les émissions rejetées jusqu'au 31 décembre 2026 et résultant de vols :
- ⑰ « 1^o Reliant les États parties à l'accord sur l'Espace économique européen et les États énumérés dans l'acte d'exécution adopté en application du paragraphe 3 de l'article 25 *bis* de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée ;
- ⑱ « 2^o Reliant les États parties à l'accord sur l'Espace économique européen et les États qui ne sont pas énumérés dans l'acte d'exécution mentionné au 1^o du présent I et autres que les vols à destination de la Suisse et du Royaume-Uni.
- ⑲ « II. – Par dérogation au II de l'article L. 229-7, les exploitants d'aéronefs ne sont pas tenus de restituer des quotas en ce qui concerne les émissions résultant de vols reliant l'Espace économique européen et les pays les moins avancés ou les petits États insulaires en développement tels qu'ils sont définis par les Nations unies, autres que ceux qui sont énumérés dans l'acte d'exécution mentionné au 1^o du I du présent article et que ceux dont le produit intérieur brut par habitant est égal ou supérieur à la moyenne du produit intérieur brut par habitant de l'Union européenne.
- ⑳ « III. – Par dérogation au II de l'article L. 229-7, jusqu'au 31 décembre 2030, les exploitants d'aéronefs ne sont pas tenus de restituer des quotas en ce qui concerne les émissions résultant de vols reliant un aéroport situé dans une région ultrapériphérique d'un État membre de l'Union européenne et un aéroport situé dans le même État membre, y compris si celui-ci est également situé dans une région ultrapériphérique.
- ㉑ « *Art. L. 229-18-2. –* Chaque exploitant surveille et déclare à l'autorité administrative compétente, au terme de chaque année civile, les effets hors dioxyde de carbone

mentionnés à l'article L. 229–5 de chaque aéronef qu'il exploite, dans des conditions précisées par arrêté du ministre chargé des transports. »

- ⑫ II. – (*Non modifié*) L'article L. 229–18–2 du code de l'environnement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.
- ⑬ III. – (*Non modifié*) Le I de l'article L. 229–18 du code de l'environnement, dans sa rédaction résultant du présent article, est abrogé le 1^{er} janvier 2026.

Article 16

- ① I. – Le code de l'environnement est ainsi modifié :
- ② 1^o L'article L. 218–25 est abrogé ;
- ③ 2^o L'article L. 226–3 est ainsi rétabli :
- ④ « *Art. L. 226–3.* – Outre les officiers et agents de police judiciaire, les agents mentionnés aux 1^o à 8^o de l'article L. 218–26 sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux dispositions du chapitre IX du présent titre et à celles du règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE ainsi qu'aux dispositions prises pour leur application. » ;
- ⑤ 3^o Les articles L. 226–10 et L. 226–11 sont ainsi rétablis :
- ⑥ « *Art. L. 226–10.* – I. – Est puni de 15 000 euros d'amende le fait, pour toute compagnie maritime dont la France est l'autorité responsable au sens de l'article L. 229–5, tout exploitant ou propriétaire d'un navire auquel s'applique, en application de son article 2, le règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE ou son représentant à bord de :
- ⑦ « 1^o Ne pas surveiller, sur la base d'un plan de surveillance, les émissions de gaz à effet de serre du navire, par voyage et par année civile, dans les conditions prévues aux articles 8 à 10 du même règlement ;
- ⑧ « 2^o Ne pas déclarer les émissions de gaz à effet de serre du navire dans les conditions prévues aux articles 11, 11 *bis* et 12 dudit règlement.
- ⑨ « L'amende est prononcée autant de fois qu'il y a de navires concernés.
- ⑩ « II. – Lorsque la violation des obligations de surveillance et de déclaration énoncées aux articles 8 à 12 du même règlement est manifestement délibérée, l'amende est portée à 30 000 euros.
- ⑪ « III. – Les personnes morales coupables des infractions prévues aux I et II du présent article encourent également, à titre de peine complémentaire, la peine mentionnée au 9^o de l'article 131–39 du code pénal.
- ⑫ « *Art. L. 226–11.* – I. – Le fait, pour une compagnie maritime qui a fait l'objet de la sanction administrative prévue au II de l'article L. 229–10, de ne pas acquitter

l'amende qui lui a été infligée dans les délais impartis ou de ne pas restituer le nombre de quotas dont elle est redevable à la date prévue pour la restitution de l'année suivante, en méconnaissance du même article L. 229–10, est puni d'un an d'emprisonnement et de 500 000 euros d'amende. En cas d'absence totale de restitution de quotas en contrepartie des émissions de l'année en cause, l'amende est portée à un million d'euros.

- ⑬ « II. – Les peines prévues au I du présent article sont applicables au représentant légal, au dirigeant de fait ou à toute autre personne exerçant, en droit ou en fait, un pouvoir de décision dans la gestion de la compagnie maritime, lorsque ces personnes ont été à l'origine de la non-restitution partielle ou totale du nombre de quotas ou du non-paiement de l'amende.
- ⑭ « III. – Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues à l'article 121–2 du code pénal, du délit mentionné au I du présent article encourent, outre l'amende déterminée selon les modalités prévues à l'article 131–38 du code pénal, la peine prévue au 9^o de l'article 131–39 du même code.
- ⑮ « IV. – Les peines prononcées tiennent compte des gains économiques obtenus en conséquence du non-respect des obligations du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre et du montant du préjudice causé. » ;
- ⑯ 4^o Après la sous-section 3 de la section 2 du chapitre IX du titre II du livre II, est insérée une sous-section 3 *bis* ainsi rédigée :

« SOUS-SECTION 3 BIS

« DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX COMPAGNIES MARITIMES

- ⑰ « *Art. L. 229–18–3.* – I. – En ce qui concerne les activités maritimes, la restitution de quotas prévue à l'article L. 229–7 s'applique aux activités de transport maritime couvertes par l'article 2 du règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de gaz à effet de serre du transport maritime et modifiant la directive 2009/16/CE, à l'exception des activités couvertes par le paragraphe 1 *bis* du même article 2 et, jusqu'au 31 décembre 2026, par le paragraphe 1 *ter* dudit article 2.
- ⑱ « Cette restitution prend en compte les émissions de dioxyde de carbone ainsi que, à partir du 1^{er} janvier 2026, les émissions de méthane et de protoxyde d'azote.
- ⑲ « II. – La restitution de quotas mentionnée au I du présent article s'applique pour 50 % des émissions des navires effectuant des voyages au départ d'un port d'escale relevant de la juridiction d'un État membre et à destination d'un port situé en dehors de la juridiction d'un État membre ou dans un pays et territoire d'outre-mer, 50 % des émissions des navires effectuant des voyages au départ d'un port d'escale situé en dehors de la juridiction d'un État membre ou dans un pays et territoire d'outre-mer et à destination d'un port relevant de la juridiction d'un État membre, 100 % des émissions des navires effectuant des voyages au départ et à destination d'un port d'escale relevant de la juridiction d'un État membre, à l'exception des ports

situés dans un pays et territoire d’outre-mer, et 100 % des émissions des navires à quai dans un port d’escale relevant de la juridiction d’un État membre, à l’exception des ports situés dans un pays et territoire d’outre-mer.

- 22 « Art. L. 229-18-4. – I. – Les compagnies maritimes restituent à l’autorité administrative, sous peine des sanctions prévues à l’article L. 229-10, un nombre de quotas égal à 40 % du total des émissions de dioxyde de carbone résultant de leurs activités maritimes durant l’année civile 2024 puis à 70 % du total des émissions de dioxyde de carbone durant l’année civile 2025 et à 100 % du total des émissions de gaz de serre à partir de l’année civile 2026, telles qu’elles ont été déclarées, vérifiées et validées conformément au III de l’article L. 229-7.
- 23 « II. – Jusqu’au 31 décembre 2030, il n’est pas tenu compte, pour l’application du I du présent article, des émissions qui ont lieu lors de voyages entre un port d’escale situé dans une région ultrapériphérique d’un État membre de l’Union européenne et un port d’escale situé dans le même État membre, y compris si celui-ci est également situé dans une région ultrapériphérique, non plus que des émissions à quai de ces navires en rapport avec ces voyages.
- 24 « III. – Jusqu’au 31 décembre 2030, les compagnies maritimes peuvent restituer 5 % de quotas en moins par rapport aux émissions vérifiées de leurs navires de “classe glace”, à condition que ces navires appartiennent à la “classe glace” “IA” ou “IA Super” ou à une “classe glace” équivalente, établie sur la base de la recommandation 25/7 de la commission pour la protection de l’environnement marin dans la région de la mer Baltique.
- 25 « IV. – Jusqu’au 31 décembre 2030, il n’est pas tenu compte, pour l’application du I, des émissions produites par les voyages effectués par des navires à passagers, autres que les navires de croisière, et par des navires rouliers à passagers, entre une île et un port figurant sur la liste mentionnée au second alinéa du paragraphe 3 *quinquies* de l’article 12 de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d’échange de quotas d’émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil, non plus que des émissions résultant des activités à quai de ces navires en relation avec ces voyages.
- 26 « V. – Jusqu’au 31 décembre 2030, il n’est pas tenu compte, pour l’application du I du présent article, des émissions produites par les voyages effectués par des navires à passagers ou des navires rouliers à passagers dans le cadre d’un contrat de service public transnational ou d’une obligation de service public au niveau transnational, objet de l’acte d’exécution mentionné au paragraphe 3 *quater* de l’article 12 de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée, non plus que des émissions résultant des activités à quai de ces navires en relation avec ces voyages.
- 27 « Art. L. 229-18-5. – Lorsque la responsabilité finale de l’achat du carburant ou de l’exploitation du navire est assumée par une entité autre que la compagnie maritime en application d’un accord contractuel, celle-ci a le droit de se faire rembourser par cette entité les coûts résultant de la restitution des quotas.
- 28 « Pour l’application du présent article, on entend par “exploitation du navire” le fait de déterminer la cargaison transportée ou la route et la vitesse du navire. La compagnie maritime reste l’entité légalement responsable de la restitution des quotas, en application de l’article L. 229-7 et du I de l’article L. 229-18-4.
- 29 « Art. L. 229-18-6. – Dans les conditions prévues au paragraphe 3 de l’article 20 du règlement (UE) 2015/757 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 précité, l’immobilisation ou l’expulsion et l’interdiction d’accès aux ports d’un navire peuvent être décidées dans le cas où une compagnie maritime n’a pas, pendant au moins deux périodes de déclaration consécutives, effectué pour ce navire la surveillance prévue à la section 3 du chapitre II du même règlement et la déclaration d’émissions prévue à l’article 11 dudit règlement ou obtenu le document de conformité de sa déclaration annuelle d’émissions de gaz à effet de serre prévu à l’article 17 du même règlement et a fait l’objet de la sanction prévue à l’article L. 226-10 du présent code ou d’une sanction prévue pour les mêmes infractions par un autre État membre de l’Union européenne, sans avoir encore satisfait à ses obligations.
- 30 « Art. L. 229-18-7. – Si, pendant au moins deux années consécutives, une compagnie maritime n’a pas restitué un nombre de quotas suffisant pour couvrir ses émissions de l’année précédente dans les conditions prévues à l’article L. 229-7 et à la présente sous-section et a fait l’objet de la sanction prévue au II de l’article L. 229-10 ou de sanctions prévues pour les mêmes manquements par un autre État membre de l’Union européenne, sans procéder à cette restitution dans les délais qui lui étaient impartis, l’autorité compétente peut, après l’avoir mise en mesure de présenter ses observations :
- 31 « 1° Prononcer l’immobilisation de tout navire battant pavillon français dont cette compagnie est responsable présent ou entrant dans un port français. La décision est levée lorsque la compagnie maritime justifie qu’elle satisfait pleinement à ses obligations de restitution ;
- 32 « 2° Prononcer une décision d’expulsion si un navire battant pavillon d’un autre État membre de l’Union européenne ou d’un État tiers dont cette compagnie est responsable est présent ou entrant dans un port français. La décision est levée lorsque la compagnie maritime justifie qu’elle satisfait pleinement à ses obligations de restitution.
- 33 « Art. L. 229-18-8. – Sans préjudice des règles maritimes internationales applicables au cas des navires en détresse, lorsqu’une compagnie maritime a fait l’objet d’une décision d’expulsion ou que l’un des navires dont elle a la responsabilité a fait l’objet d’une décision d’immobilisation par les autorités françaises en application de l’article L. 229-18-7 ou par un autre État membre de l’Union européenne en application de dispositions de transposition du paragraphe 11 *bis* de l’article 16 de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 précitée, l’autorité compétente, après avoir mis la compagnie maritime en mesure de présenter ses observations :

- 34 « 1^o Prononce l'immobilisation de tout navire exploité par cette compagnie battant pavillon français présent ou entrant dans un port français. La décision est levée lorsque la compagnie maritime justifie qu'elle satisfait pleinement à ses obligations de restitution ;
- 35 « 2^o Refuse l'accès aux ports et aux mouillages sur l'ensemble de son territoire national à tout navire exploité par cette compagnie battant pavillon d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers. La décision est levée lorsque la compagnie maritime justifie qu'elle satisfait pleinement à ses obligations de restitution. » ;
- 36 4^o *bis* (nouveau) Au premier alinéa des articles L. 612–1, L. 622–1 et L. 632–1, les mots : « de l'article L. 218–25 et » sont supprimés ;
- 37 5^o L'article L. 671–1 est abrogé.
- 38 II. – Le code des transports est ainsi modifié :
- 39 1^o Le 3^o de l'article L. 5241–4–6 est abrogé ;
- 40 2^o (nouveau) L'article L. 5752–1–1 est abrogé.
- Article 17**
- 1 La section 7 du chapitre IX du titre II du livre II du code de l'environnement est ainsi modifiée :
- 2 1^o La sous-section unique devient la sous-section 1 ;
- 3 2^o Est ajoutée une sous-section 2 ainsi rédigée :
- 4 « *SOUS-SECTION 2*
- 5 « **OBLIGATIONS APPLICABLES AU TITRE DU RÉGIME DE COMPENSATION ET DE RÉDUCTION DE CARBONE POUR L'AVIATION INTERNATIONALE ("CORSIA")**
- 6 « *Art. L. 229–60–1. – I. –* La présente sous-section s'applique aux exploitants d'aéronefs titulaires d'un certificat de transporteur aérien délivré par la France ou immatriculés en France pour les vols effectués entre un aéroport situé dans un pays appliquant le régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale ("CORSIA") et mentionnés dans l'acte d'exécution adopté en application de l'article 25 *bis* de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil et un aéroport situé sur le territoire :
- 7 « 1^o D'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;
- 8 « 2^o De la Suisse ;
- 9 « 3^o Du Royaume-Uni ;
- 10 « 4^o D'un autre pays appliquant ce régime et mentionné dans l'acte d'exécution mentionné au premier alinéa du présent I.
- 11 « II. – La présente sous-section s'applique également aux exploitants d'aéronefs mentionnés au I pour les vols reliant un aéroport situé dans un pays et territoire d'outre-mer mentionné dans l'annexe II du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et un aéroport situé sur le territoire :
- 12 « 1^o D'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, y compris s'il est situé dans une région ultrapériphérique, ou sur un territoire de cet État mentionné à la même annexe II ;
- 13 « 2^o De la Suisse ;
- 14 « 3^o Du Royaume-Uni ;
- 15 « 4^o D'un autre pays appliquant ce régime et mentionné dans l'acte d'exécution mentionné au premier alinéa du I du présent article.
- 16 « *Art. L. 229–60–2. – I. –* Au plus tard le 30 novembre de chaque année, l'autorité administrative compétente évalue, pour chaque exploitant d'aéronef, le nombre d'unités de compensation, définies dans l'acte d'exécution prévu au paragraphe 8 de l'article 11 *bis* de la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 précitée, dont il est redevable au titre de l'année civile précédente, conformément à la méthode établie dans l'acte d'exécution mentionné au paragraphe 8 de l'article 12 de la même directive. Elle en informe les exploitants d'aéronefs.
- 17 « Au plus tard le 30 novembre de chaque année suivant une période de conformité, l'autorité administrative compétente détermine, pour chaque exploitant d'aéronef, le nombre total d'unités de compensation dont il est redevable pour cette période. Elle en informe les exploitants d'aéronefs.
- 18 « Une période de conformité est une période de trois ans au terme de laquelle un exploitant d'aéronef soumis au régime "CORSIA" doit compenser ses émissions de gaz à effet de serre selon les modalités définies au II du présent article. La première période de conformité comprend les années 2021 à 2023. La deuxième période comprend les années 2024 à 2026. Les périodes triennales suivantes se succèdent jusqu'en 2035.
- 19 « II. – Au plus tard le 31 janvier de la deuxième année suivant une période de conformité, chaque exploitant d'aéronef procède à l'annulation des unités de compensation dont le nombre a été communiqué par l'autorité administrative compétente en application du deuxième alinéa du I.
- 20 « *Art. L. 229–60–3. –* Lorsque l'exploitant d'aéronef n'a pas justifié du respect de ses obligations de compensation, l'autorité administrative compétente le met en demeure d'y satisfaire dans un délai d'un mois.
- 21 « La mise en demeure mentionne la sanction encourue et invite l'exploitant à présenter ses observations écrites.
- 22 « À l'expiration du délai mentionné au premier alinéa, l'autorité administrative compétente peut soit notifier à l'exploitant d'aéronef qu'il a rempli son obligation de compensation, soit constater qu'il ne s'est pas

conformé à cette obligation. Dans ce dernier cas, elle prononce une amende relative aux émissions non compensées.

- ②③ « Le montant de l'amende administrative est de 100 euros par tonne de gaz à effet de serre émise pour laquelle l'exploitant d'aéronef n'a pas satisfait à son obligation de compensation.
- ②④ « Le paiement de l'amende ne dispense pas l'exploitant de l'obligation de compenser ses émissions. Il doit s'acquitter de cette obligation au plus tard l'année suivante.
- ②⑤ « Le recouvrement de l'amende est effectué au profit du Trésor public comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine.
- ②⑥ « Le nom de l'exploitant est rendu public dès lors que la décision prononçant une amende à son encontre devient définitive.
- ②⑦ « Au cas où un exploitant d'aéronef ne se conforme pas aux exigences prévues à la présente sous-section, il peut faire l'objet d'une interdiction d'exploitation.
- ②⑧ « *Art. L. 229–60–4.* – Les conditions d'application de la présente sous-section, notamment celles relatives aux catégories d'exploitants d'aéronefs et de vols concernés et aux modalités d'annulation des unités de compensation sont précisées, en tant que de besoin, par décret en Conseil d'État. »

Amendement n° 31 présenté par M. Dunoyer, M. Terlier et M. Gouffier Valente.

À l'alinéa 6, après le mot :

« vols »,

insérer le mot :

« internationaux ».

Amendement n° 30 présenté par M. Dunoyer, M. Terlier et M. Gouffier Valente.

À l'alinéa 11, après le mot :

« vols »,

insérer les mots :

« internationaux ».

Amendement n° 39 présenté par Mme Belluco, M. Iordanoff, Mme Arrighi, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Garin, Mme Laernoës, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché, Mme Taillé-Polian et M. Thierry.

Rédiger ainsi l'alinéa 23 :

« L'autorité administrative prononce une amende proportionnée à la gravité des manquements constatés d'un montant minimal de 500 euros et d'un montant maximal de 1 000 euros par tonne de gaz à effet de serre émise. »

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE DROIT DE L'ÉNERGIE

Article 18 (Non modifié)

L'article L. 321–19 du code de l'énergie est abrogé.

Article 19 (Non modifié)

- ① Le code de l'énergie est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 282–2 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ③ « Les réductions d'émissions de gaz à effet de serre réalisées en application des premier et deuxième alinéas du présent article sont déterminées en tenant compte des émissions associées à la fourniture des intrants, à la transformation, au transport, à la distribution, à la combustion lors de l'utilisation finale ainsi qu'au captage et au stockage géologique du carbone. » ;
- ④ 2° Après le troisième alinéa de l'article L. 811–1, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ⑤ « Pour bénéficier de la qualification de renouvelable ou de bas-carbone, l'hydrogène respecte également, lors de son utilisation, le seuil d'émissions mentionné aux deuxième ou troisième alinéas du présent article, en tenant compte des émissions associées à la fourniture des intrants, à la transformation, au transport, à la distribution, à la combustion lors de l'utilisation finale ainsi qu'au captage et au stockage géologique du carbone. »

Amendement n° 40 présenté par Mme Belluco, M. Iordanoff, Mme Arrighi, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Garin, Mme Laernoës, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché, Mme Taillé-Polian et M. Thierry.

I. – À la fin de l'alinéa 3, supprimer les mots :

« ainsi qu'au captage et au stockage géologique du carbone ».

II. – En conséquence, procéder à la même suppression à la fin de l'alinéa 5.

TITRE VI

DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE POLITIQUE AGRICOLE

Article 33 (Non modifié)

- ① Le chapitre VII du titre II de la loi n° 2014–58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles est complété par un article 78–1 ainsi rédigé :

② « *Art. 78-1.* – Le représentant de l'État dans le département ou dans la région peut déléguer sa signature au président du conseil régional et aux agents placés sous l'autorité de celui-ci en ce qui concerne les décisions relatives aux financements apportés par l'État dans le cadre des opérations du Fonds européen agricole pour le développement rural relevant de la programmation ayant débuté en 2014.

③ « Pour l'application du présent article en Corse, en Guyane, en Martinique, à Mayotte et à Saint-Martin, la référence au président du conseil régional est remplacée respectivement par la référence au président du conseil exécutif de Corse, au président de l'assemblée de Guyane, au président du conseil exécutif de Martinique, au président du Département de Mayotte et au président du conseil territorial de Saint-Martin. »

Article 33 bis (nouveau)

① Le 13° de l'article L. 4221-5 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

② « 13° De prendre toutes les décisions et tous les actes de mise en œuvre, le cas échéant après avis du comité régional de programmation ou du comité de suivi, des fonds européens dont la région est l'autorité de gestion ou l'organisme intermédiaire ou, dans le cadre du Fonds européen agricole pour le développement rural, l'autorité de gestion régionale ainsi que des contreparties nationales associées ; ».

Article 34 (Non modifié)

① I. – Le code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :

② 1° L'article L. 212-6 est ainsi rétabli :

③ « *Art. L. 212-6.* – La collecte et le traitement des données relatives à l'identification et à la traçabilité des animaux des espèces bovine, ovine et caprine ainsi que la mission de délivrance et de gestion des matériels et procédés d'identification et des documents d'identification et de circulation des animaux sont confiés aux chambres d'agriculture ou aux organismes dotés de la personnalité morale créés dans les conditions prévues au III de l'article L. 514-2 et soumis à un avis conforme de l'établissement public défini à l'article L. 513-1.

④ « Lorsqu'un accord interprofessionnel étendu pris en application de l'article L. 632-4 prévoit de confier à une personne la collecte et le traitement des données d'abatage, le ministère chargé de l'agriculture agréé, dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article L. 212-2, cette même personne pour la collecte des informations relatives à la fin de vie des animaux abattus. » ;

⑤ 2° L'article L. 212-7 est ainsi modifié :

⑥ a) Au début, sont ajoutés deux alinéas ainsi rédigés :

⑦ « L'établissement de l'élevage mentionné à l'article L. 653-12 peut être chargé de la collecte des données relatives aux opérateurs enregistrés conformément au règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et

du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (législation sur la santé animale).

⑧ « Il assure, pour les animaux des espèces bovine, ovine et caprine, la collecte et le traitement des données relatives à l'identification et à la traçabilité ainsi que la délivrance et la gestion des matériels et procédés d'identification et des documents d'identification et de circulation. » ;

⑨ b) À la fin, les mots : « , fournies par l'éleveur naisseur, ainsi que la race qu'il a déclarée » sont supprimés ;

⑩ c) À la fin, sont ajoutés les mots : « , à l'exception des espèces mentionnées à l'article L. 212-6 » ;

⑪ d) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

⑫ « Les conditions d'application du présent article sont définies par décret. » ;

⑬ 3° L'article L. 513-1 est ainsi modifié :

⑭ a) À l'avant-dernier alinéa, le mot : « exploitations » est remplacé par le mot : « opérateurs » et les mots : « collectées par les établissements mentionnés à l'article L. 212-7 » sont remplacés par les mots : « s'appuyant sur les chambres d'agriculture et les organismes dotés de la personnalité morale créés dans les conditions prévues au III de l'article L. 514-2 » ;

⑮ b) Le dernier alinéa est ainsi rédigé :

⑯ « – il structure et coordonne les missions mentionnées à l'article L. 212-6 des chambres d'agriculture et des organismes dotés de la personnalité morale créés dans les conditions prévues au III de l'article L. 514-2. »

⑰ II. – L'ordonnance n° 2021-1370 du 20 octobre 2021 relative aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales transmissibles est ainsi modifiée :

⑱ 1° Le début de la première phrase du second alinéa du 6° de l'article 3 est ainsi rédigé : « Les chambres d'agriculture et les organismes dotés de la personnalité morale créés dans les conditions prévues au III de l'article L. 514-2 sont chargés de la collecte... (*le reste sans changement*). » ;

⑲ 2° L'article 11 est ainsi modifié :

⑳ a) Au début, les mots : « Les 6° et 13° de l'article 3, » sont remplacés par les mots : « Le 13° de l'article 3 et » ;

㉑ b) Les mots : « et l'article 8 » sont supprimés ;

㉒ c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

㉓ « Le 6° de l'article 3 et l'article 8 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026. »

㉔ III. – Le 1°, le c du 2° et le b du 3° du I entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

㉕ Les a, b et d du 2° du même I sont abrogés le 1^{er} janvier 2026.

Amendement n° 32 rectifié présenté par M. Vojetta.

I. – Rédiger ainsi les alinéas 2 et 3 :

« 1^o Au début de la section 2 du chapitre II du titre I^{er} du livre II, il est ajouté un article L. 212–6 ainsi rédigé :

« *Art. L. 212–6* – Les chambres d’agriculture contribuent à la collecte et au traitement des données relatives à l’identification et la traçabilité des animaux des espèces bovine, ovine et caprine ainsi qu’à la délivrance et à la gestion des matériels et procédés d’identification et des documents d’identification des animaux de ces espèces, dans des conditions définies par décret. » ;

II. – En conséquence, supprimer l’alinéa 4.

III. – En conséquence, substituer aux alinéas 6 à 8 les deux alinéas suivants :

« a) Au début, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« L’établissement de l’élevage mentionné à l’article L. 653–12 assure, pour les animaux des espèces bovine, ovine et caprine, la collecte et le traitement des données relatives à l’identification et la traçabilité ainsi que la délivrance et la gestion des matériels et procédés d’identification et des documents d’identification, selon des modalités définies par décret. »

IV. – En conséquence, supprimer l’alinéa 9.

V. – En conséquence, rédiger ainsi l’alinéa 10 :

« c) Après le mot : « animaux, », sont insérés les mots : « à l’exception des espèces mentionnées à l’article L. 212–6, » ;

VI – En conséquence, supprimer les alinéas 11 et 12.

VII. – Substituer aux alinéas 13 à 16 les quatre alinéas suivants :

3^o Les deux derniers alinéas de l’article L. 513–1 sont remplacés par trois alinéas ainsi rédigés :

« – il structure, coordonne et pilote les missions des chambres d’agriculture mentionnées aux articles L. 212–3 et L. 212–6 ;

« – il assure la collecte et le traitement de données relatives aux opérateurs et leurs établissements, qui sont notamment requises par le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ;

« – il peut assurer la collecte et le traitement de données relatives à l’identification et à la traçabilité des animaux, qui sont requises par le même règlement.

VIII. – En conséquence, après l’alinéa 16, insérer les six alinéas suivants :

« 4^o L’article L. 212–3, dans sa rédaction issue de l’ordonnance n° 2021–1370 du 20 octobre 2021 relative aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales transmissibles, est ainsi rédigé :

« *Art. L. 212–3.* – Les chambres d’agriculture contribuent à la collecte des données relatives aux opérateurs enregistrés en application du règlement (UE) 2016/429 du Parlement

européen et du Conseil du 9 mars 2016. Ces données sont centralisées par l’établissement mentionné à l’article L. 513–1, dans des conditions définies par décret. »

« 5^o Le premier alinéa de l’article L. 653–12, dans sa rédaction issue de l’ordonnance n° 2021–1370 du 20 octobre 2021 relative aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales transmissibles, est ainsi rédigé :

« Pour chaque département, groupe de départements, région ou groupe de régions, un établissement de l’élevage est agréé par l’autorité administrative soit sous la forme d’un service au sein d’une chambre d’agriculture, soit par création d’un organisme doté de la personnalité morale dans les conditions prévues au III de l’article L. 514–2, soit selon d’autres formes juridique. »

« 6^o Le premier alinéa de l’article L. 653–12, dans sa rédaction issue de l’ordonnance n° 2021–1370 du 20 octobre 2021 relative aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales transmissibles, est ainsi rédigé :

« Pour chaque département, groupe de départements, région ou groupe de régions, un établissement de l’élevage est constitué sous la forme d’un service au sein d’une chambre d’agriculture. »

IX. – En conséquence, supprimer les alinéas 17 à 23.

X. – En conséquence, rédiger ainsi les alinéas 24 et 25 :

« III. – Les 1^o, 3^o, 4^o et 6^o du I entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

« Le premier alinéa de l’article L. 212–7, dans sa rédaction issue du présent article, est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2026. »

Après l’article 34

Amendement n° 20 présenté par M. Marcangeli, M. Albertini, M. Alfandari, M. Batut, Mme Bellamy, M. Benoit, M. Bouyx, M. Christophe, Mme Firmin Le Bodo, M. Gernigon, Mme Félicie Gérard, M. Henriet, M. Jolivet, M. Kervran, Mme Kochert, M. Lamirault, Mme Le Hénanff, M. Lemaire, Mme Magnier, Mme Moutchou, M. Patrier-Leitus, M. Plassard, M. Portarrieu, Mme Poussier-Winsback, M. Pradal, Mme Rauch, M. Thiébaud, Mme Vilgrain, M. Villiers et Mme Violland.

Après l’article 34, insérer l’article suivant :

Dans un délai de trois mois après la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur les mesures relevant du domaine de loi nécessaires à l’adaptation de la loi n° 2023–566 du 7 juillet 2023 visant à instaurer une majorité numérique et à lutter contre la haine en ligne aux règles européennes applicables aux services de la société de l’information, afin de prendre en compte les remarques exprimées par la Commission européenne dans le cadre de la procédure de notification de la loi.

Sous-amendement n° 94 présenté par le Gouvernement.

Substituer au mot :

« trois »

le mot :

« six ».

TITRE II

DISPOSITIONS D'ADAPTATION
AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE
EN MATIÈRE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUECHAPITRE I^{ER}DISPOSITIONS RELATIVES
AUX BATTERIES, À LA COLLECTE
ET À LA VALORISATION DES DÉCHETSArticle 10
(précédemment réservé)

- ① I. – Les opérateurs économiques dont le chiffre d'affaires net annuel dépasse 40 millions d'euros au cours de l'exercice précédant le dernier exercice financier ou faisant partie d'un groupe composé d'entreprises mères et de filiales, dont le chiffre d'affaires net annuel, calculé sur une base consolidée, dépasse 40 millions d'euros et qui effectuent la première mise en service ou mise sur le marché de batteries relevant du règlement (UE) 2023/1542 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE sont soumis aux obligations en matière de politique de devoir de diligence, de système de gestion, de gestion des risques, de vérification par tierce partie et de communication d'informations définies aux articles 48, 49, 50, 51 et 52 du même règlement.
- ② En cas de manquement aux obligations mentionnées au premier alinéa du présent I, l'opérateur économique peut faire l'objet des mesures prévues au IV.
- ③ II. – *(Non modifié)* Dans le cadre de leur mission, les agents chargés de contrôler le respect des obligations prévues au I, peuvent :
- ④ 1° Prendre connaissance de tout document relatif à ces obligations, sans que leur soit opposable le secret des affaires ;
- ⑤ 2° Effectuer des visites sur place dans les conditions et selon les garanties prévues aux articles L. 175–5 à L. 175–15 du code minier.
- ⑥ Ils sont astreints au secret professionnel et soumis, à ce titre, aux articles 226–13 et 226–14 du code pénal.
- ⑦ Un décret détermine les catégories d'agents compétents pour procéder à ces contrôles.
- ⑧ III. – *(Non modifié)* Lorsqu'un agent chargé du contrôle constate un manquement à tout ou partie des obligations mentionnées au I, il adresse à l'autorité compétente un rapport et en remet une copie à l'opérateur économique. Ce dernier peut, dans des conditions déterminées par voie réglementaire, faire part à l'autorité compétente de ses observations écrites et, le cas échéant, sur sa demande, de ses observations orales et demander que lui soit communiquée la copie de tout document, autre que le rapport de contrôle, sur lequel est fondée la

décision. L'opérateur économique peut se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de son choix.

- ⑨ IV. – En cas de manquement à tout ou partie des obligations mentionnées au I, l'autorité compétente notifie à l'opérateur économique les non-conformités et le met en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine et qui ne peut pas excéder un an à compter de la constatation des manquements.
- ⑩ Si, à l'expiration de ce délai, l'opérateur économique n'a pas pris les mesures permettant de se conformer aux obligations de devoir de diligence, l'autorité nationale peut, par décision motivée :
- ⑪ 1° Faire procéder d'office, en lieu et place de l'opérateur économique mis en demeure et à ses frais, à l'exécution de tout ou partie des mesures permettant de se conformer aux obligations de devoir de diligence ;
- ⑫ 2° Ordonner le paiement d'une astreinte journalière d'un montant maximal de 1 500 euros applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure. Le montant de l'astreinte est proportionné à la gravité des manquements constatés et à la situation financière de la personne physique ou morale concernée. L'astreinte bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine. Le comptable peut engager la procédure de saisie administrative à tiers détenteur prévue à l'article L. 262 du livre des procédures fiscales. L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une décision fixant une astreinte journalière n'est pas suspensive ;
- ⑬ 3° Ordonner la restriction ou l'interdiction de la mise à disposition des batteries sur le marché par l'opérateur économique, lorsque la non-conformité persiste ;
- ⑭ 4° Ordonner le retrait du marché ou le rappel des batteries mises sur le marché lorsque les manquements constatés sont jugés particulièrement graves par l'autorité nationale compétente.
- ⑮ V. – *(Non modifié)* L'avant-dernière phrase du 2° du IV n'est pas applicable à Saint-Martin.
- ⑯ VI. – *(Non modifié)* Le chapitre III du titre II du code des douanes est complété par un article 59 *vicies* ainsi rédigé :
- ⑰ « Art. 59 *vicies*. – Les agents des douanes et les agents chargés des contrôles en application du II de l'article 10 de la loi n° du portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole peuvent échanger, spontanément ou sur demande, pour les besoins de leur mission de contrôle, tous les renseignements et les documents détenus ou recueillis à l'occasion de l'exercice de leurs missions respectives. »
- ⑱ VII. – *(Non modifié)* Le présent article entre en vigueur le 18 août 2025.

Amendement n° 42 présenté par Mme Belluco, M. Iordanoff, Mme Arrighi, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Garin, Mme Laernoës, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché, Mme Taillé-Polian et M. Thierry.

À la première phrase de l’alinéa 12, substituer au montant :

« 1 500 euros »

le montant :

« 3 000 euros ».

Sous-amendement n° 77 présenté par Mme Jourdan, Mme Karamanli et les membres du groupe Socialistes et apparentés.

Compléter l’alinéa 4 par les mots :

« , proportionnée à la durée du non-respect des obligations de devoir de diligence, ».

Article 11 (précédemment réservé)

- ① I. – Le code de l’environnement est ainsi modifié :
- ② 1° Au II de l’article L. 521–1, les mots : « et (UE) n° 2017/852 » sont remplacés par les mots : « , (UE) 2017/852 et (UE) 2023/1542 » ;
- ③ 2° Au premier alinéa du 1° du II de l’article L. 521–6, les mots : « et (UE) n° 2017/852 » sont remplacés par les mots : « , (UE) 2017/852 et (UE) 2023/1542 » ;
- ④ 3° Le II de l’article L. 521–12 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑤ « – Règlement (UE) 2023/1542 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE. » ;
- ⑥ 4° Au premier alinéa de l’article L. 521–17, les mots : « et (UE) n° 2017/852 » sont remplacés par les mots : « , (UE) 2017/852 et (UE) 2023/1542 » ;
- ⑦ 5° À la première phrase des 3° et 4° de l’article L. 521–18, après la référence : « (UE) n° 517/2014 », sont insérés les mots : « et (UE) 2023/1542 » ;
- ⑧ 6° Le I de l’article L. 521–21 est complété par un 12° ainsi rédigé :
- ⑨ « 12° Ne pas respecter les restrictions applicables aux substances prévues à l’annexe I du règlement (UE) 2023/1542 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE. » ;
- ⑩ 7° À l’article L. 521–24, les mots : « et (UE) n° 2017/852 » sont remplacés par les mots : « , (UE) 2017/852 et (UE) 2023/1542 » ;
- ⑪ 8° Le dernier alinéa du I de l’article L. 541–10 est ainsi rédigé :

⑫ « Peut être considérée comme producteur toute personne qui, à titre professionnel, met à disposition sur le marché pour la première fois sur le territoire national un produit relevant du principe de responsabilité élargie du producteur et résultant d’une opération de réemploi, de préparation en vue de la réutilisation ou de réutilisation. Un décret en Conseil d’État définit les modalités d’application du présent alinéa, notamment les filières de responsabilité élargie du producteur concernées. » ;

⑬ 9° Le 6° de l’article L. 541–10–1 est ainsi rédigé :

⑭ « 6° Les batteries ; »

⑮ 10° Le V de l’article L. 541–10–8 est ainsi modifié :

⑯ a) Au premier alinéa, les mots : « au 5° » sont remplacés par les mots : « aux 5° à 7°, 10° et 12° à 14° » ;

⑰ b) Les deux derniers alinéas sont supprimés ;

⑱ 11° L’article L. 541–10–19 est ainsi rétabli :

⑲ « Art. L. 541–10–19. – Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent gérer des déchets de batteries que s’ils disposent de contrats conclus en vue de la gestion de ces déchets avec les éco-organismes agréés ou avec les systèmes individuels mis en place par les personnes mentionnées à l’article L. 541–10 pour la catégorie de batteries concernée. » ;

⑳ 12° Le I de l’article L. 541–46 est complété par un 18° ainsi rédigé :

㉑ « 18° Ne pas respecter les restrictions applicables aux substances prévues à l’annexe I du règlement (UE) 2023/1542 du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2023 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, modifiant la directive 2008/98/CE et le règlement (UE) 2019/1020, et abrogeant la directive 2006/66/CE. »

㉒ II. – (*Non modifié*) Le 10° du I du présent article entre en vigueur le 18 août 2025 et le 11° du même I entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

Article 12 (précédemment réservé) (*Non modifié*)

Le dernier alinéa de l’article L. 541–38 du code de l’environnement est supprimé.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONTRATS DE CONCESSIONS AÉROPORTUAIRES

Article 20 (précédemment réservé)

- ① I. – (*Non modifié*) L’article L. 6327–2 du code des transports est complété par des IV et V ainsi rédigés :
- ② « IV. – Lorsqu’un aérodrome est exploité dans le cadre d’un contrat de concession, la condition relative à la modération de l’évolution des tarifs prévue au II du

présent article n'est pas applicable aux premiers tarifs des redevances homologués par l'Autorité de régulation des transports après l'entrée en vigueur du contrat.

- ③ « V. – (*Supprimé*) ».
- ④ I *bis*. – Le II de l'article L. 6327-2 du code des transports est ainsi modifié :
- ⑤ 1° Après le mot : « redevances », la fin du troisième alinéa est ainsi rédigée : « et qu'ils sont non discriminatoires ; »
- ⑥ 2° Le dernier alinéa est ainsi modifié :
- ⑦ – le mot : « et » est supprimé ;
- ⑧ – sont ajoutés les mots : « et que leur évolution, par rapport aux tarifs en vigueur, est modérée ».
- ⑨ II. – (*Non modifié*) Le IV de l'article L. 6327-2 du code des transports s'applique aux contrats de concession conclus après la publication de la présente loi.
- ⑩ III. – L'article L. 6327-3 du code des transports est ainsi rédigé :
- ⑪ « Art. L. 6327-3. – I. – En vue de l'élaboration d'un projet de contrat mentionné à l'article L. 6325-2, l'autorité compétente de l'État peut consulter l'Autorité de régulation des transports, qui émet un avis motivé sur un avant-projet de contrat dans un délai et des conditions prévus par voie réglementaire.
- ⑫ « Dans son avis motivé, l'Autorité de régulation des transports se prononce notamment sur :
- ⑬ « 1° L'équilibre économique et financier de l'avant-projet de contrat ;
- ⑭ « 2° Le coût moyen pondéré du capital retenu dans l'avant-projet de contrat ;
- ⑮ « 3° Les conditions de l'évolution des tarifs prévues par l'avant-projet de contrat, en vérifiant, de manière prévisionnelle sur la période couverte par le contrat, que l'évolution moyenne proposée est modérée, que l'exploitant reçoit une juste rémunération des capitaux investis sur le périmètre des activités mentionné à l'article L. 6325-1, appréciée au regard du coût moyen pondéré du capital calculé sur ce périmètre, et que le produit global des redevances n'excède pas le coût des services rendus.
- ⑯ « L'autorité vérifie la juste rémunération des capitaux investis au regard des hypothèses d'investissement, de la qualité de service et de l'évolution des charges retenues dans l'avant-projet de contrat.
- ⑰ « Dans le cadre d'une procédure de passation d'un contrat de concession portant sur un aéroport relevant de la compétence de l'État, l'autorité compétente de l'État peut, dans les mêmes conditions, consulter l'Autorité de régulation des transports en vue d'émettre un avis motivé, avant la signature du contrat de concession, sur un avant-projet de contrat mentionné à l'article L. 6325-2.

- ⑱ « II. – L'Autorité de régulation des transports rend un avis conforme au ministre chargé de l'aviation civile sur les projets de contrats mentionnés à l'article L. 6325-2, dans un délai et des conditions prévus par voie réglementaire.
- ⑲ « Dans son avis conforme, l'Autorité de régulation des transports se prononce sur :
- ⑳ « 1° Le respect de la procédure d'élaboration de ces contrats, fixée par voie réglementaire ;
- ㉑ « 2° Le coût moyen pondéré du capital retenu par les parties au contrat ;
- ㉒ « 3° Les conditions de l'évolution des tarifs prévues par le projet de contrat, en vérifiant, de manière prévisionnelle sur la période couverte par le contrat, que l'évolution moyenne proposée est modérée, que l'exploitant reçoit une juste rémunération des capitaux investis sur le périmètre d'activités mentionné à l'article L. 6325-1, appréciée au regard du coût moyen pondéré du capital calculé sur ce périmètre, et que le produit global des redevances n'excède pas le coût des services rendus.
- ㉓ « L'autorité vérifie la juste rémunération des capitaux investis au regard du programme d'investissements, des objectifs de qualité de service et des objectifs d'évolution des charges, tels qu'ils ont été retenus par les parties au contrat.
- ㉔ « Lorsque le projet de contrat prévoit les tarifs et leurs modulations applicables sur la première période tarifaire couverte par le contrat, l'autorité procède à l'examen prévu au II de l'article L. 6327-2.
- ㉕ « Dans le cadre d'une procédure de passation d'un contrat de concession portant sur un aéroport relevant de la compétence de l'État, l'autorité compétente de l'État peut, dans les mêmes conditions, consulter l'Autorité de régulation des transports en vue d'émettre un avis conforme, avant la signature du contrat de concession, sur un projet de contrat mentionné à l'article L. 6325-2. »

TITRE III

DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE RÉPRESSIVE

CHAPITRE I^{ER}

DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS EN MATIÈRE RÉPRESSIVE

Article 21

(*précédemment réservé*) (*Non modifié*)

L'intitulé de la section 6 du chapitre II du titre X du livre IV du code de procédure pénale est ainsi rédigé : « De l'échange simplifié d'informations entre services en application de la directive (UE) 2023/977 du 10 mai 2023 ».

CHAPITRE II

DISPOSITIONS APPLICABLES
AUX DEMANDES D'INFORMATIONS
ÉMISES PAR LES SERVICES FRANÇAIS**Article 22**
(précédemment réservé)

- ① Le code de procédure pénale est ainsi modifié :
- ② 1^o L'article 695-9-31 est ainsi modifié :
- ③ a) La référence : « décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 » est remplacée par la référence : « directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil » ;
- ④ b) Le mot : « désignés » est remplacé par le mot : « énumérés » ;
- ⑤ c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- ⑥ « Au sein de ces services ou de ces unités, certains peuvent être spécialement désignés, au sens de l'article 695-9-31-1, aux fins de saisir directement les points de contact uniques des autres États membres. » ;
- ⑦ 2^o Après l'article 695-9-31, il est inséré un article 695-9-31-1 ainsi rédigé :
- ⑧ « *Art. 695-9-31-1.* – Le point de contact unique mentionné à l'article 14 de la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l'échange d'informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil, désigné par arrêté conjoint du ministre de la justice, du ministre de l'intérieur et du ministre chargé du budget, transmet directement les demandes d'informations sollicitées par les services ou unités mentionnés au premier alinéa de l'article 695-9-31. Il reçoit les demandes de transmission d'informations adressées par les points de contact uniques des États membres et par les services que ces derniers ont spécialement désignés pour transmettre directement les demandes d'informations aux autres États-membres.
- ⑨ « Lorsqu'une liste des services ou des unités spécialement désignés par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur, du ministre de la justice et du ministre chargé du budget aux fins de transmettre directement les demandes d'informations aux points de contact uniques des États membres est établie par le point de contact unique dans les conditions prévues aux points 1 et 2 de l'article 4 de la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 précitée, celui-ci la transmet à la Commission. »

Amendement n° 21 présenté par M. Mendes.

À l'alinéa 9, substituer aux mots :

« celui-ci »,

les mots :

« le point de contact unique ».

Article 23
(précédemment réservé)

- ① L'article 695-9-33 du code de procédure pénale est ainsi rédigé :
- ② « *Art. 695-9-33.* – S'il existe des raisons de supposer qu'un État membre détient des informations entrant dans les prévisions de l'article 695-9-31 utiles à la prévention d'une infraction ou aux investigations tendant à en établir la preuve ou à en rechercher les auteurs, le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1 ainsi que les services et les unités spécialement désignés en application du second alinéa de l'article 695-9-31 peuvent en solliciter la transmission auprès du point de contact unique de cet État dans le strict respect des principes de nécessité et de proportionnalité.
- ③ « Tous les services et toutes les unités mentionnés au premier alinéa du présent article peuvent également solliciter la transmission directe de ces informations auprès des services compétents de cet État.
- ④ « La demande de transmission expose les raisons laissant supposer que les informations sont détenues par le point de contact unique ou les services compétents de cet État. Elle précise à quelles fins les informations sont demandées et, lorsque les informations sont relatives à une personne déterminée, le lien entre cette personne et les fins de la demande.
- ⑤ « Lorsque la demande de transmission d'informations est adressée par un service ou une unité spécialement désigné en application du second alinéa de l'article 695-9-31, une copie de cette demande est envoyée en même temps au point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1, sauf s'il existe des motifs laissant supposer que cet envoi compromettrait un ou plusieurs des éléments suivants :
- ⑥ « 1^o Une enquête en cours hautement sensible pour laquelle le traitement de l'information requiert un niveau de confidentialité approprié ;
- ⑦ « 2^o Les affaires de terrorisme n'impliquant pas la gestion de situations d'urgence ou de crise ;
- ⑧ « 3^o La sécurité des personnes.
- ⑨ « Lorsque la demande de transmission d'informations est adressée directement à un service compétent d'un État membre, une copie de cette demande est envoyée en même temps au point de contact unique de cet État, sauf s'il existe des motifs laissant supposer que cet envoi compromettrait un ou plusieurs des éléments mentionnés aux 1^o à 3^o du présent article.
- ⑩ « Une copie de la demande de transmission d'informations peut être transmise à Europol dans la mesure où elle porte sur une infraction relevant des objectifs mentionnés à l'article 3 du règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI. »

Amendement n° 22 présenté par M. Mendes.

I. – À l’alinéa 5, substituer aux mots :

« en même temps »,

le mot :

« simultanément ».

II. – En conséquence, à l’alinéa 9, procéder à la même substitution.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DEMANDES D’INFORMATIONS REÇUES PAR LES SERVICES FRANÇAIS

Article 24 (précédemment réservé)

- ① Le code de procédure pénale est ainsi modifié :
- ② 1° L’article 695–9–37 est ainsi rédigé :
- ③ « *Art. 695–9–37.* – Le point de contact unique mentionné à l’article 695–9–31 transmet, à leur demande, aux points de contact uniques ou aux services spécialement désignés des États membres les informations mentionnées au même article 695–9–31 utiles à la prévention d’une infraction ou aux investigations tendant à en établir la preuve ou à en rechercher les auteurs, dans le strict respect des principes de nécessité et de proportionnalité.
- ④ « Lorsqu’une demande d’informations a été adressée directement à l’un des services et des unités mentionnés au premier alinéa dudit article 695–9–31, ce dernier envoie en même temps une copie de sa transmission d’informations au point de contact unique mentionné au même article 695–9–31, sauf s’il existe des motifs laissant supposer que cet envoi compromettrait un ou plusieurs des éléments suivants :
- ⑤ « 1° Une enquête en cours hautement sensible pour laquelle le traitement de l’information requiert un niveau de confidentialité approprié ;
- ⑥ « 2° Les affaires de terrorisme n’impliquant pas la gestion de situations d’urgence ou de crise ;
- ⑦ « 3° La sécurité des personnes.
- ⑧ « Lorsque les informations sont transmises à un service compétent d’un État membre, une copie de cette transmission est envoyée en même temps au point de contact unique de cet État, sauf s’il existe des motifs laissant supposer que cet envoi compromettrait un ou plusieurs des éléments suivants dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves qu’au 3° du présent article. » ;
- ⑨ 2° L’article 695–9–38 est ainsi rédigé :
- ⑩ « *Art. 695–9–38.* – Sous réserve de l’article 695–9–40 et du 1° de l’article 695–9–41, si des faits permettent de penser que des informations mentionnées à l’article 695–9–31 pourraient être utiles à un autre État membre soit pour prévenir une infraction entrant dans l’une des catégories énumérées à l’article 694–32 et punie en

France d’une peine privative de liberté d’une durée égale ou supérieure à trois ans d’emprisonnement ou une infraction entrant dans le champ de compétence d’Europol mentionnée à l’article 3, paragraphe 1 ou 2, du règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l’Agence de l’Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI, soit pour conduire les investigations tendant à établir la preuve ou à rechercher les auteurs d’une telle infraction, le service ou l’unité mentionné au premier alinéa de l’article 695–9–31 qui détient ces informations ou le point de contact unique mentionné à l’article 695–9–31–1 les transmet spontanément aux services compétents ou au point de contact unique de cet État.

- ⑪ « Lorsque les informations utiles à un autre État membre concernent une infraction qui n’entre pas dans les prévisions du premier alinéa du présent article, le service ou l’unité mentionné au premier alinéa de l’article 695–9–31 qui détient ces informations ou le point de contact unique mentionné à l’article 695–9–31–1 peut prendre l’initiative de les transmettre aux services compétents ou au point de contact unique de cet État.
- ⑫ « Lorsque les informations sont transmises par un des services et unités mentionnés au premier alinéa de l’article 695–9–31, ce dernier envoie concomitamment une copie de sa transmission d’informations au point de contact unique mentionné à l’article 695–9–31–1, dans les conditions et sous les réserves prévues à l’article 695–9–33.
- ⑬ « Lorsque les informations sont transmises à un service compétent d’un État membre, une copie de cette transmission est envoyée concomitamment au point de contact unique de cet État, dans les conditions et sous les réserves prévues à l’article 695–9–33.
- ⑭ « Le cas échéant, la transmission d’informations est traduite dans l’une des langues acceptées par l’État membre destinataire conformément à l’article 11 de la directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relative à l’échange d’informations entre les services répressifs des États membres et abrogeant la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil. »

Amendement n° 76 présenté par le Gouvernement.

I. – À l’alinéa 3, substituer à la première occurrence de la référence :

« 695–9–31 »

la référence :

« 695–9–31–1 ».

II. – En conséquence, au même alinéa, substituer aux mots :

« au même »

les mots :

« à l’ ».

III. – En conséquence, à l’alinéa 4, substituer aux mots :

« au même article 695–9–31 »

les mots :

« à l'article 695-9-31-1 ».

Amendement n° 23 présenté par M. Mendes.

À l'alinéa 4, substituer au mot :

« dernier »,

les mots :

« service ou cette unité ».

Amendement n° 25 présenté par M. Mendes.

I. – À l'alinéa 4, substituer aux mots :

« en même temps »,

le mot :

« simultanément ».

II. – En conséquence, à l'alinéa 8, procéder à la même substitution.

Amendement n° 24 présenté par M. Mendes.

À l'alinéa 10, substituer aux mots :

« entrant dans »,

les mots :

« relevant de ».

Article 25 (précédemment réservé)

- ① L'article 695-9-39 du code de procédure pénale est ainsi modifié :
- ② 1° Le premier alinéa est ainsi modifié :
- ③ a) Après la référence : « 695-9-31 », sont insérés les mots : « ou par le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1 » ;
- ④ b) Les mots : « décision-cadre 2006/960/JAI » sont remplacés par les mots : « directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 précitée » ;
- ⑤ c) Après la seconde occurrence du mot : « membre », sont insérés les mots : « ou à Europol » ;
- ⑥ 2° Le second alinéa est ainsi modifié :
- ⑦ a) Après le mot : « unités », sont insérés les mots : « ou par le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1 » ;
- ⑧ b) Les mots : « décision-cadre 2006/960/JAI » sont remplacés par les mots : « directive (UE) 2023/977 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 précitée » ;
- ⑨ c) Après la seconde occurrence du mot : « membre », sont insérés les mots : « ou à Europol ».

Article 26 (précédemment réservé)

- ① Le code de procédure pénale est ainsi modifié :
- ② 1° L'article 695-9-40 est ainsi modifié :

- ③ a) Au premier alinéa, après le mot : « transmises », sont insérés les mots : « au point de contact unique ou » ;
- ④ b) Au deuxième alinéa, après le mot : « nécessaire, », sont insérés les mots : « le point de contact unique ou » ;
- ⑤ 2° L'article 695-9-41 est ainsi rédigé :
- ⑥ « Art. 695-9-41. – Le point de contact unique ne peut refuser de communiquer les informations demandées par un État membre qu'en présence d'un des motifs suivants :
- ⑦ « 1° Des raisons objectives laissent penser que la communication des informations demandées :
- ⑧ « a) Porterait atteinte aux intérêts fondamentaux de l'État en matière de sécurité nationale ;
- ⑨ « b) Nuirait au déroulement d'investigations en matière pénale ou compromettrait la sécurité des personnes ;
- ⑩ « c) Serait manifestement disproportionnée ou sans objet au regard des finalités pour lesquelles elle a été demandée ;
- ⑪ « d) Porterait indûment atteinte aux intérêts importants protégés d'une personne morale ;
- ⑫ « 2° Les informations demandées :
- ⑬ « a) Ne sont pas disponibles, se sont révélées inexactes ou incomplètes, ne sont plus à jour ou constituent des données autres que celles relevant des catégories de données à caractère personnel énumérées à la section B de l'annexe II du règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI ;
- ⑭ « b) Se rapportent à une infraction punie en France d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à un an ou à des faits qui ne constituent pas une infraction pénale ;
- ⑮ « 3° L'État mentionné à l'article 695-9-39 du présent code n'a pas consenti à la communication des informations ;
- ⑯ « 4° Le magistrat compétent ou la juridiction compétente a refusé la communication, conformément à l'article 695-9-40. » ;
- ⑰ 3° L'article 695-9-42 est abrogé ;
- ⑱ 4° Au premier alinéa de l'article 695-9-43, après le mot : « information, », sont insérés les mots : « le point de contact unique ou » ;
- ⑲ 5° L'article 695-9-44 est ainsi rédigé :
- ⑳ « Art. 695-9-44. – Lorsqu'une information a été transmise par le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1, un service ou une unité mentionné à l'article 695-9-31 au point de contact unique ou à un service compétent d'un État membre et que celui-ci

envisage de la communiquer à un autre État ou d'en faire une utilisation différente de celle pour laquelle la transmission avait été décidée, l'entité qui a procédé à la transmission initiale apprécie s'il y a lieu d'autoriser, à la demande de l'État destinataire, la retransmission ou la nouvelle utilisation de l'information et, le cas échéant, fixe les conditions de celle-ci. » ;

- 21 6° À l'article 695-9-45, après le mot : « transmises », sont insérés les mots : « par le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1 ou » ;
- 22 7° Après le même article 695-9-45, il est inséré un article 695-9-45-1 ainsi rédigé :
- 23 « *Art. 695-9-45-1.* – Si des données à caractère personnel transmises par le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1 ou par le service ou l'unité mentionné à l'article 695-9-31 se révèlent inexactes ou incomplètes ou ne sont plus à jour, ceux-ci informent sans tarder leur destinataire de l'effacement, de la rectification ou de la limitation du traitement de ces données. » ;
- 24 8° L'article 695-9-46 est ainsi rédigé :
- 25 « *Art. 695-9-46.* – Sous réserve des articles 695-9-39, 695-9-43 et 695-9-44, les informations transmises par le point de contact unique mentionné à l'article 695-9-31-1 ou par les services ou unités mentionnés à l'article 695-9-31 au point de contact unique ou aux services compétents d'un État membre peuvent être également transmises à Eurojust et à Europol lorsqu'elles portent sur une infraction relevant des objectifs énoncés à l'article 3 du règlement (UE) 2016/794 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol) et remplaçant et abrogeant les décisions du Conseil 2009/371/JAI, 2009/934/JAI, 2009/935/JAI, 2009/936/JAI et 2009/968/JAI. » ;
- 26 9° L'article 695-9-47 est abrogé.

CHAPITRE IV

ÉCHANGE D'INFORMATIONS NUMÉRIQUES DANS LES AFFAIRES DE TERRORISME

Article 27 (précédemment réservé)

- 1 L'article 695-8-2 du code de procédure pénale est ainsi modifié :
- 2 1° À la fin du dernier alinéa du I, les mots : « qui intéressent, ou sont susceptibles d'intéresser, au moins un autre État membre » sont remplacés par les mots : « , à l'exception de celles qui ne concernent manifestement pas les autres États » ;
- 3 1° *bis* (Supprimé)
- 4 2° Le III est complété par les mots : « ou, en ce qui concerne les infractions terroristes, à compromettre une enquête en cours ».

TITRE IV

DISPOSITIONS D'ADAPTATION AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE DROIT PÉNAL

Article 28 (précédemment réservé)

- 1 I. – Le code de procédure pénale est ainsi modifié :
- 2 1° (Supprimé)
- 3 2° À la première phrase du premier alinéa du I de l'article 63-2, après le mot : « sœurs », sont insérés les mots : « ou toute autre personne qu'elle désigne » ;
- 4 2° *bis* L'article 63-3 est ainsi modifié :
- 5 a) Au troisième alinéa, après le mot : « famille », sont insérés les mots : « ou la personne prévenue en application du premier alinéa du I de l'article 63-2 » ;
- 6 a bis) (nouveau) La troisième phrase du cinquième alinéa, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027, est complétée par les mots : « du présent article » ;
- 7 b) À la dernière phrase du cinquième alinéa, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 précitée, les mots : « ou par un membre de sa famille » sont remplacés par les mots : « , par un membre de sa famille ou par la personne prévenue en application du premier alinéa du I de l'article 63-2 » ;
- 8 c) (nouveau) Au sixième alinéa, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 précitée, après le mot : « alinéa », sont insérés les mots : « du présent article » ;
- 9 3° Les quatre premiers alinéas de l'article 63-3-1 sont remplacés par cinq alinéas ainsi rédigés :
- 10 « Dès le début de la garde à vue et à tout moment au cours de celle-ci, la personne peut demander à être assistée par un avocat désigné par elle ou commis d'office.
- 11 « L'avocat peut également être désigné par la personne prévenue en application du premier alinéa du I de l'article 63-2. Cette désignation doit toutefois être confirmée par la personne gardée à vue.
- 12 « L'avocat désigné est informé par l'officier de police judiciaire ou, sous le contrôle de celui-ci, par un agent de police judiciaire ou un assistant d'enquête de la nature et de la date présumée de l'infraction sur laquelle porte l'enquête.
- 13 « Si l'avocat désigné dans les conditions prévues aux deux premiers alinéas du présent article ne peut être contacté ou déclare ne pas pouvoir se présenter dans un délai de deux heures à compter de l'avis qui lui a été adressé ou si la personne gardée à vue a demandé à être assistée par un avocat commis d'office, l'officier de police judiciaire ou, sous son contrôle, l'agent de police

judiciaire ou l'assistant d'enquête saisit sans délai et par tous moyens le bâtonnier aux fins de désignation d'un avocat commis d'office. Il en informe la personne gardée à vue.

- ⑭ « La même procédure est applicable si l'avocat désigné ne s'est pas présenté après l'expiration du délai prévu au quatrième alinéa. » ;
- ⑮ 3^o *bis* L'article 63-4-1 est ainsi modifié :
- ⑯ *aa* (nouveau) Le mot : « attachés, » est remplacé par les mots : « attachés et » ;
- ⑰ *a

⑱ *b*) Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « Si des auditions et confrontations ont été décidées en application du deuxième alinéa de l'article 63-4-2 ou de l'article 63-4-2-1, l'avocat peut également consulter les procès-verbaux de ces auditions et confrontations. » ;

⑲ 4^o L'article 63-4-2 est ainsi modifié :

⑳ *a*) La deuxième phrase du premier alinéa est ainsi rédigée : « Dans ce cas, elle ne peut être entendue sur les faits sans la présence de l'avocat choisi ou commis d'office, sauf renonciation expresse de sa part mentionnée au procès-verbal. » ;

㉑ *b*) Les deuxième et troisième alinéas sont supprimés ;

㉒ *c*) Au quatrième alinéa, les mots : « permettre le bon déroulement d'investigations urgentes tendant au recueil ou à la conservation des preuves » sont remplacés par les mots : « éviter une situation susceptible de compromettre sérieusement une procédure pénale » ;

㉓ 5^o Après le même article 63-4-2, il est inséré un article 63-4-2-1 ainsi rédigé :

㉔ « Art. 63-4-2-1. – Le procureur de la République peut, à la demande de l'officier de police judiciaire et sur décision écrite et motivée, décider de faire procéder immédiatement à l'audition de la personne gardée à vue ou à des confrontations si cette décision est, au regard des circonstances, indispensable soit pour éviter une situation susceptible de compromettre sérieusement une procédure pénale, soit pour prévenir une atteinte grave à la vie, à la liberté ou à l'intégrité physique d'une personne.

㉕ « En cas de mise en œuvre de la procédure prévue au premier alinéa, la personne gardée à vue est immédiatement informée lorsque son avocat se présente. Lorsque cette présentation intervient alors qu'une audition ou une confrontation est en cours, celle-ci est interrompue à la demande de la personne gardée à vue afin de lui permettre de s'entretenir avec son avocat dans les conditions prévues à l'article 63-4 et afin que celui-ci prenne connaissance des documents prévus à l'article 63-4-1. Si la personne gardée à vue ne demande pas à s'entretenir avec son avocat, celui-ci peut assister à l'audition en cours dès son arrivée dans les locaux du service de police judiciaire ou à la confrontation. » ;

㉖ 6^o (Supprimé)*

- ㉗ II. – (Non modifié) Les 3^o et 4^o du I de l'article 6 de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027 sont abrogés.

Amendement n° 16 présenté par M. Guitton, M. Ballard, M. Allisio, Mme Auzanot, M. Barthès, M. Baubry, M. Beaurain, M. Bentz, M. Berteloot, M. Bilde, M. Blairy, Mme Blanc, M. Boccaletti, Mme Bordes, M. Bovet, M. Buisson, M. Cabrolier, M. Catteau, M. Chenu, M. Chudeau, Mme Colombier, Mme Cousin, Mme Da Conceicao Carvalho, M. de Fournas, M. de Lépinau, M. Dessigny, Mme Diaz, Mme Dogor-Such, M. Dragon, Mme Engrand, M. Falcon, M. François, M. Frappé, Mme Galzy, M. Giletti, M. Gillet, M. Girard, M. Gonzalez, Mme Florence Goulet, Mme Grangier, M. Grenon, M. Guinot, Mme Hamelet, M. Houssin, M. Jacobelli, Mme Jaouen, M. Jolly, Mme Laporte, Mme Lavalette, Mme Le Pen, Mme Lechanteux, Mme Lelouis, Mme Levavasseur, Mme Loir, M. Lopez-Liguori, Mme Lorho, M. Lottiaux, M. Loubet, M. Marchio, Mme Martinez, Mme Alexandra Masson, M. Bryan Masson, M. Mauvieux, M. Meizonnet, Mme Menache, M. Meurin, M. Muller, Mme Mélin, M. Ménagé, M. Odoul, Mme Mathilde Paris, Mme Parmentier, M. Pfeffer, Mme Pollet, M. Rambaud, Mme Ranc, M. Rancoule, Mme Robert-Dehault, Mme Roullaud, Mme Sabatini, M. Sabatou, M. Salmon, M. Schreck, M. Taché de la Pagerie, M. Jean-Philippe Tanguy, M. Taverne, M. Tivoli et M. Villedieu.

Supprimer les alinéas 3 à 6.

Amendement n° 17 présenté par Mme Karamanli, M. Saulignac, Mme Untermaier, M. Vicot, M. Aviragnet, M. Baptiste, Mme Battistel, M. Mickaël Bouloux, M. Philippe Brun, M. Califer, M. David, M. Delaporte, M. Delautrette, M. Echaniz, M. Olivier Faure, M. Garot, M. Guedj, M. Hajjar, Mme Jourdan, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Naillet, M. Bertrand Petit, Mme Pic, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, Mme Thomin, M. Vallaud et les membres du groupe Socialistes et apparentés.

Au début de l'alinéa 10, substituer au mot :

« Dès »

les mots :

« Dès l'interpellation et avant ».

Amendement n° 18 présenté par M. Salmon, M. Allisio, Mme Auzanot, M. Ballard, M. Barthès, M. Baubry, M. Beaurain, M. Bentz, M. Berteloot, M. Bilde, M. Blairy, Mme Blanc, M. Boccaletti, Mme Bordes, M. Bovet, M. Buisson, M. Cabrolier, M. Catteau, M. Chenu, M. Chudeau, Mme Colombier, Mme Cousin, Mme Da Conceicao Carvalho, M. de Fournas, M. de Lépinau, M. Dessigny, Mme Diaz, Mme Dogor-Such, M. Dragon, Mme Engrand, M. Falcon, M. François, M. Frappé, Mme Galzy, M. Giletti, M. Gillet, M. Girard, M. Gonzalez, Mme Florence Goulet, Mme Grangier, M. Grenon, M. Guinot, M. Guitton, Mme Hamelet, M. Houssin, M. Jacobelli, Mme Jaouen, M. Jolly, Mme Laporte, Mme Lavalette, Mme Le Pen, Mme Lechanteux, Mme Lelouis, Mme Levavasseur, Mme Loir, M. Lopez-Liguori, Mme Lorho, M. Lottiaux, M. Loubet, M. Marchio, Mme Martinez, Mme Alexandra Masson, M. Bryan Masson, M. Mauvieux, M. Meizonnet, Mme Menache, M. Meurin, M. Muller, Mme Mélin, M. Ménagé, M. Odoul, Mme Mathilde Paris, Mme Parmentier, M. Pfeffer, Mme Pollet, M. Rambaud, Mme Ranc, M. Rancoule, Mme Robert-Dehault,

Mme Roullaud, Mme Sabatini, M. Sabatou, M. Schreck, M. Taché de la Pagerie, M. Jean-Philippe Tanguy, M. Taverne, M. Tivoli et M. Villedieu.

I. – Après la première phrase de l’alinéa 13, insérer la phrase suivante :

« Dans ce cas, le délai de vingt-quatre heures mentionné au II de l’article 63 est suspendu jusqu’à ce que l’avocat commis d’office désigné par le bâtonnier se présente. ».

II. – En conséquence, au début de la seconde phrase du même alinéa, substituer au mot :

« Il »

les mots :

« L’officier de police judiciaire ».

Amendement n° 8 présenté par Mme Taurinya, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud’homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter.

I. – Supprimer l’alinéa 22.

II. – En conséquence, à l’alinéa 24, supprimer les mots :

« soit pour éviter une situation susceptible de compromettre sérieusement une procédure pénale, soit ».

Amendement n° 55 présenté par M. Guitton, M. Barthès, M. Allisio, Mme Auzanot, M. Ballard, M. Baubry, M. Beaurain, M. Bentz, M. Berteloot, M. Bilde, M. Blairy, Mme Blanc, M. Boccaletti, Mme Bordes, M. Bovet, M. Buisson, M. Cabrolier, M. Catteau, M. Chenu, M. Chudeau, Mme Colombier, Mme Cousin, Mme Da Conceicao Carvalho, M. de Fournas, M. de Lépinau, M. Dessigny, Mme Diaz, Mme Dogor-Such, M. Dragon, Mme Engrand, M. Falcon, M. François, M. Frappé, Mme Galzy, M. Giletti, M. Gillet, M. Girard, M. Gonzalez, Mme Florence Goulet, Mme Grangier, M. Grenon, M. Guiniot, Mme Hamet, M. Houssin, M. Jacobelli, Mme Jaouen, M. Jolly, Mme Laporte, Mme Lavalette, Mme Le Pen, Mme Lechanteux, Mme Lelouis, Mme Levavasseur, Mme Loir, M. Lopez-Liguori, Mme Lorho, M. Lottiaux, M. Loubet, M. Marchio, Mme Martinez, Mme Alexandra Masson, M. Bryan Masson, M. Mauvieux, M. Meizonnet, Mme Menache, M. Meurin, M. Muller, Mme Mélin, M. Ménagé, M. Odoul, Mme Mathilde Paris, Mme Parmentier, M. Pfeffer, Mme Pollet, M. Rambaud, Mme Ranc, M. Rancoule, Mme Robert-Dehault, Mme Roullaud, Mme Sabatini, M. Sabatou, M. Salmon, M. Schreck, M. Taché de la Pagerie, M. Jean-Philippe Tanguy, M. Taverne, M. Tivoli et M. Villedieu.

Compléter l’alinéa 24 par la phrase suivante :

« Il peut également, selon les mêmes modalités, prendre une telle décision lorsqu’il est impossible, en raison de l’éloignement géographique du lieu où se déroule la garde à vue, d’assurer le droit d’accès à un avocat sans retard indu après la privation de liberté. »

Amendement n° 9 présenté par Mme Taurinya, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud’homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter.

I. – À la deuxième phrase de l’alinéa 25, substituer aux mots :

« interrompue à la demande de la personne gardée à vue afin de lui permettre »

les mots :

« immédiatement interrompue afin de permettre au gardé à vue ».

II. – En conséquence, supprimer la dernière phrase du même alinéa.

Article 29

(précédemment réservé) (Non modifié)

① Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

② 1° L’article 695–43 est ainsi modifié :

③ a) À la première phrase du premier alinéa, les mots : « dans des cas spécifiques et en particulier si, consécutivement à un pourvoi en cassation » sont remplacés par les mots : « à titre exceptionnel » ;

④ b) À la première phrase du deuxième alinéa, les mots : « dans des circonstances exceptionnelles, notamment après un arrêt de cassation avec renvoi » sont remplacés par les mots : « à titre exceptionnel » ;

⑤ 2° Au premier alinéa de l’article 695–45, les mots : « et que la personne recherchée y consent » sont supprimés.

Article 30

(précédemment réservé) (Non modifié)

① I. – L’article 28 est applicable aux mesures de garde à vue prises à compter du premier jour du troisième mois suivant la promulgation de la présente loi.

② II. – Le premier alinéa de l’article 804 du code de procédure pénale est ainsi rédigé :

- ③ « Le présent code est applicable, dans sa rédaction résultant de la loi n° du portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, sous réserve des adaptations prévues au présent titre et aux seules exceptions : ».

TITRE V

**DISPOSITIONS D'ADAPTATION
AU DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE
EN MATIÈRE SOCIALE
ET DE DROIT DE LA SANTÉ**

**Article 31
(précédemment réservé)**

- ① Le 1° du I de l'article L. 541-15-12 du code de l'environnement est ainsi modifié :
- ② 1° Au *b*, les mots : « et aux dispositifs de diagnostics *in vitro*, » sont supprimés et, à la fin, la date : « 1^{er} janvier 2024 » est remplacée par la date : « 17 octobre 2029 » ;
- ③ 2° Au *c*, le mot : « rincés » est remplacé par les mots : « à rincer » et, à la fin, la date : « 1^{er} janvier 2026 » est remplacée par les mots : « 17 octobre 2027, ou du 17 octobre 2029 si les microplastiques que contiennent ces produits sont destinés à l'encapsulation des parfums » ;
- ④ 3° Le *d* est ainsi rédigé :
- ⑤ « *d*) Aux produits détergents, aux produits d'entretien et aux autres produits visés par le règlement (UE) 2023/2055 de la Commission du 25 septembre 2023 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne les microparticules de polymère synthétique, à compter des dates fixées par le même règlement ; ».

Amendement n° 41 présenté par Mme Belluco, M. Iordanoff, Mme Arrighi, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Garin, Mme Laernoës, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché, Mme Taillé-Polian et M. Thierry.

Supprimer cet article.

Amendement n° 3 présenté par M. Amard, Mme Abomangoli, M. Alexandre, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet,

M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter.

Supprimer les alinéas 2 et 3.

**Article 32
(précédemment réservé) (Non modifié)**

- ① Le code général de la fonction publique est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 515-8 est complété par un 3° ainsi rédigé :
- ③ « 3° Conserve le bénéfice des droits acquis avant le début du congé qu'il n'a pas été en mesure d'exercer en raison de ce congé. » ;
- ④ 2° Les articles L. 631-3, L. 631-6 à L. 631-9, L. 632-2, L. 633-2 et L. 634-4 sont complétés par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑤ « Le fonctionnaire conserve le bénéfice des droits acquis avant le début du congé qu'il n'a pas été en mesure d'exercer en raison de ce congé. »

**Après l'article 32
(amendements précédemment réservés)**

Amendement n° 44 présenté par le Gouvernement.

Après l'article 32, insérer l'article suivant :

I. – Le code du travail est ainsi modifié :

1° À la fin du 2° de l'article L. 1251-19, les mots : « , limitées à une durée ininterrompue d'un an, de suspension du contrat de mission pour cause d'accident du travail ou de maladie professionnelle » sont remplacés par les mots : « mentionnées aux 5° et 7° de l'article L. 3141-5 » ;

2° L'article L. 3141-5 est ainsi modifié :

a) Au 5°, les mots : « , dans la limite d'une durée ininterrompue d'un an, » sont supprimés ;

b) Il est ajouté un 7° ainsi rédigé :

« 7° Les périodes pendant lesquelles l'exécution du contrat de travail est suspendue pour cause d'arrêt de travail lié à un accident ou une maladie n'ayant pas un caractère professionnel. » ;

3° Après le même article L. 3141-5, il est inséré un article L. 3141-5-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 3141-5-1.* – Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 3141-3, la durée du congé auquel le salarié a droit au titre des périodes mentionnées au 7° de l'article L. 3141-5 est de deux jours ouvrables par mois, dans la limite d'une attribution, à ce titre, de vingt-quatre jours ouvrables par période de référence mentionnée à l'article L. 3141-10. » ;

4° Après l'article L. 3141-19, sont insérés des articles L. 3141-19-1 à L. 3141-19-3 ainsi rédigés :

« *Art. L. 3141-19-1.* – Lorsqu'un salarié est dans l'impossibilité, pour cause de maladie ou d'accident, de prendre au cours de la période de prise de congés tout ou partie des congés qu'il a acquis, il bénéficie d'une période de report de quinze mois afin de pouvoir les utiliser.

« Cette période débute à la date à laquelle le salarié reçoit, postérieurement à sa reprise du travail, les informations prévues à l'article L. 3141-19-3.

« *Art. L. 3141-19-2.* – Par dérogation aux dispositions du second alinéa de l'article L. 3141-19-1, lorsque les congés ont été acquis au cours des périodes mentionnées aux 5^o ou au 7^o de l'article L. 3141-5, la période de report débute à la date à laquelle s'achève la période de référence au titre de laquelle ces congés ont été acquis si, à cette date, le contrat de travail est suspendu, en raison de la maladie ou de l'accident, depuis au moins un an.

« Dans ce cas, lors de la reprise du travail, la période de report, si elle n'a pas expiré, est suspendue jusqu'à ce que le salarié ait reçu les informations prévues à l'article L. 3141-19-3.

« *Art. L. 3141-19-3.* – À l'issue d'une période d'arrêt de travail du salarié pour cause de maladie ou d'accident, l'employeur porte à sa connaissance, dans les dix jours qui suivent la reprise du travail, les informations suivantes par tout moyen conférant date certaine à leur réception :

« 1^o Le nombre de jours de congé dont il dispose ;

« 2^o La date jusqu'à laquelle ces jours de congé peuvent être pris. » ;

5^o À l'article L. 3141-20, après le mot : « fractionnement » sont insérés les mots : « et de report » ;

6^o Après l'article L. 3141-21, il est inséré un article L. 3141-21-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 3141-21-1.* – Un accord d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, une convention ou un accord de branche peut fixer une durée de report supérieure à celle prévue à l'article L. 3141-19-1. » ;

7^o Au dernier alinéa de l'article L. 3141-22, après le mot : « prévus », sont insérés les mots : « aux articles L. 3141-19-1 et L. 3141-21-1 relatifs au report de congés non pris pour cause d'accident ou de maladie, » ;

8^o Le I de l'article L. 3141-24 est ainsi modifié :

a) Au 3^o, les mots : « les articles L. 3141-4 et » sont remplacés par les mots : « l'article L. 3141-4 et par les 1^o à 6^o de l'article » ;

b) Après le même 3^o, il est inséré un 4^o ainsi rédigé :

« 4^o Des périodes assimilées à un temps de travail par le 7^o de l'article L. 3141-5 qui sont considérées comme ayant donné lieu à rémunération en fonction de l'horaire de travail de l'établissement, dans la limite d'une prise en compte à quatre-vingts pour cent de la rémunération associée à ces périodes. ».

II. – Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, ou de stipulations conventionnelles plus favorables en vigueur à la date d'acquisition des droits à congés, les dispositions du 7^o de l'article L. 3141-5, de l'article L. 3141-5-1, des articles L. 3141-19-1 à L. 3141-19-3 et du 4^o de l'article L. 3141-24 du code du travail sont applicables, dans leur rédaction issue de la présente loi, pour la période courant du 1^{er} décembre 2009 à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Toutefois, pour la même période, les congés supplémentaires acquis par application des dispositions législatives mentionnées au premier alinéa du présent II ne peuvent, pour chaque période de référence mentionnée à l'article L. 3141-10 du code du travail, excéder le nombre de jours permettant au salarié de bénéficier de vingt-quatre jours ouvrables de congés, après prise en compte des jours déjà acquis, pour la même période, en application des dispositions du même code dans leur rédaction antérieure à la présente loi.

Toute action en exécution du contrat de travail ayant pour objet l'octroi de jours de congés par application des dispositions du présent II doit être introduite, à peine de forclusion, dans le délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Sous-amendement n° 87 présenté par M. Clouet, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter.

I. – Substituer aux alinéas 5 et 6 l'alinéa suivant :

« b) Le même 5^o est complété par les mots : « ou pour cause d'arrêt de travail lié à un accident ou une maladie n'ayant pas un caractère professionnel. » ;

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 7 et 8.

III. – En conséquence, à l'alinéa 10, substituer au mot :

« quinze »

le mot :

« trente-six ».

IV. – En conséquence, à l'alinéa 12, substituer aux mots :

« aux 5^o ou au 7^o »

les mots :

« au 5^o ».

IV. – En conséquence, à l'alinéa 26, substituer au mot :

« vingt-quatre » :

le mot :

« trente ».

V. – En conséquence, à l'alinéa 27, substituer au mot :

« deux »

le mot :

« trois ».

Sous-amendement n° 83 présenté par M. Piquemal, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter.

I. – Substituer aux alinéas 5 et 6 l'alinéa suivant :

« b) Le même 5° est complété par les mots : « ou pour cause d'arrêt de travail lié à un accident ou une maladie n'ayant pas un caractère professionnel. » ;

II. – En conséquence, supprimer les alinéas 7 et 8.

III. – En conséquence, à l'alinéa 12, substituer aux mots :

« aux 5° ou au 7° »

les mots :

« au 5° ».

IV. – En conséquence, à l'alinéa 26, substituer au mot :

« vingt-quatre » :

le mot :

« trente ».

Sous-amendement n° 90 présenté par M. Sansu, M. Dharréville, Mme Bourouaha, M. Bénard, M. Castor, M. Chailloux, M. Chassaigne, Mme Faucillon, M. Jumel, Mme K/Bidi, M. Le Gayic, Mme Lebon, M. Lecoq, M. Maillot, M. Monnet, M. Nadeau, M. Peu, Mme Reid Arbelot, M. Rimane, M. Roussel, M. Tellier et M. William.

I. – Supprimer les alinéas 7 et 8.

II. – En conséquence, à l'alinéa 26, substituer au mot :

« vingt-quatre »

le mot :

« trente ».

Sous-amendement n° 93 présenté par Mme Taillé-Polian, Mme Arrighi, M. Bayou, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Garin, M. Iordanoff, Mme Laernois, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché et M. Thierry.

Supprimer les alinéas 7 et 8.

Sous-amendement n° 88 présenté par M. Coquerel, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi,

Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter.

I. – À l'alinéa 8, substituer aux mots :

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 3141-3, la durée du congé auquel le salarié a droit au titre des périodes mentionnées au 7° de l'article L. 3141-5 est de deux jours ouvrables par mois, dans la limite d'une attribution, à ce titre, de vingt-quatre »,

les mots :

« La durée du congé auquel le salarié a droit au titre des périodes mentionnées au 7° de l'article L. 3141-5 est de deux jours et demi ouvrables par mois, dans la limite d'une attribution, à ce titre, de trente ».

II. – En conséquence, à l'alinéa 10, substituer au mot :

« quinze »,

le mot :

« trente-six ».

III. – En conséquence, à l'alinéa 26, substituer au mot :

« vingt-quatre »,

le mot :

« trente ».

IV. – En conséquence, à l'alinéa 27, substituer au mot :

« deux »,

le mot :

« trois ».

Sous-amendement n° 84 présenté par M. Clouet, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter.

I. – À l'alinéa 8, substituer aux mots :

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 3141-3, la durée du congé auquel le salarié a droit au titre des périodes mentionnées au 7^o de l'article L. 3141-5 est de deux jours ouvrables par mois, dans la limite d'une attribution, à ce titre, de vingt-quatre »,

les mots :

« La durée du congé auquel le salarié a droit au titre des périodes mentionnées au 7^o de l'article L. 3141-5 est de deux jours et demi ouvrables par mois, dans la limite d'une attribution, à ce titre, de trente ».

II. – En conséquence, à l'alinéa 26, substituer au mot :

« vingt-quatre »

le mot :

« trente ».

Sous-amendement n° 89 présenté par M. Piquemal, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter.

I. – À l'alinéa 8, substituer au mot :

« deux »,

le mot :

« trois ».

II. – En conséquence, au même alinéa, substituer au mot :

« vingt-quatre »,

le mot :

« trente-six ».

Sous-amendement n° 91 présenté par M. Sansu, M. Dharréville, Mme Bourouaha, M. Bénard, M. Castor, M. Chailloux, M. Chassaigne, Mme Faucillon, M. Jumel, Mme K/Bidi, M. Le Gayic, Mme Lebon, M. Lecoq, M. Maillot, M. Monnet, M. Nadeau, M. Peu, Mme Reid Arbelot, M. Rimane, M. Roussel, M. Tellier et M. William.

Compléter l'alinéa 8 par les mots :

« sauf accord d'entreprise ou d'établissement, ou convention ou accord de branche plus favorable ».

Sous-amendement n° 86 présenté par M. Piquemal, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour,

Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter.

À l'alinéa 10, substituer au mot :

« quinze »

le mot :

« trente-six ».

Sous-amendement n° 85 présenté par M. Coquerel, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter.

À l'alinéa 27, substituer au mot :

« deux »

le mot :

« trois ».

Annexes

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

Mme la présidente de l'Assemblée nationale a reçu, le 18 mars 2024, de Mme Isabelle Santiago et plusieurs de ses collègues, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les manquements des politiques de protection de l'enfance.

Cette proposition de résolution, n° 2350, est renvoyée à la commission des affaires sociales, en application de l'article 83 du règlement.

Mme la présidente de l'Assemblée nationale a reçu, le 18 mars 2024, de Mme Sarah Legrain et plusieurs de ses collègues, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux violences sexistes et sexuelles et aux mécanismes d'omerta dans le cinéma et le spectacle vivant.

Cette proposition de résolution, n° 2351, est renvoyée à la commission des affaires culturelles et de l'éducation, en application de l'article 83 du règlement.

Mme la présidente de l'Assemblée nationale a reçu, le 18 mars 2024, de Mme Caroline Parmentier, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux violences sexuelles commises dans l'industrie du cinéma.

Cette proposition de résolution, n° 2352, est renvoyée à la commission des affaires culturelles et de l'éducation, en application de l'article 83 du règlement.

ANALYSE DES SCRUTINS

Scrutin public n° 3532

sur l'amendement n° 60 du Gouvernement à l'article 6 du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (première lecture).

Nombre de votants :	57
Nombre de suffrages exprimés :	52
Majorité absolue :	27
Pour l'adoption :	31
Contre :	21

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe Renaissance (169)

Pour : 25

M. Damien Adam, M. Jean-Philippe Ardouin, Mme Fanta Berete, Mme Pascale Boyer, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, Mme Mireille Clapot, M. Philippe Dunoyer, M. Philippe Emmanuel, Mme Anne Genetet, Mme Monique Iborra, M. Daniel Labaronne, Mme Annaïg Le Meur, Mme Christine Le Nabour, M. Mathieu Lefèvre, M. Sylvain Maillard, Mme Graziella Melchior, M. Ludovic Mendes, M. Nicolas Metzdorf, M. Emmanuel Pellerin, Mme Michèle Peyron, Mme Stéphanie Rist, M. Charles Sitzenstuhl, M. David Valence et M. Stéphane Vojetta.

Non-votant(s) : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

Groupe Rassemblement national (88)

Contre : 11

M. Christophe Bentz, M. Frédéric Boccaletti, M. Victor Catteau, M. Roger Chudeau, M. Grégoire de Fournas, Mme Edwige Diaz, M. Jordan Guitton, M. Laurent Jacobelli, Mme Gisèle Lelouis, M. Bryan Masson et M. Emeric Salmon.

Groupe La France insoumise-Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (75)

Contre : 8

Mme Ségolène Amiot, M. Sébastien Delogu, M. Emmanuel Fernandes, M. Maxime Laisney, Mme Élise Leboucher, Mme Sarah Legrain, M. René Pilato et M. François Piquemal.

Non-votant(s) : 1

Mme Caroline Fiat (présidente de séance).

Groupe Les Républicains (62)

Contre : 1

M. Maxime Minot.

Groupe Démocrate (MODEM et indépendants) (50)

Pour : 1

Mme Josy Poueyto.

Groupe Socialistes et apparentés (31)

Pour : 4

M. Alain David, M. Arthur Delaporte, Mme Chantal Jourdan et Mme Marietta Karamanli.

Groupe Horizons et apparentés (30)

Pour : 1

M. Paul Christophe.

Groupe Écologiste-NUPES (22)

Abstention : 5

M. Karim Ben Cheikh, M. Jérémie Iordanoff, Mme Sandra Regol, Mme Sabrina Sebaihi et Mme Sophie Taillé-Polian.

Groupe Gauche démocrate et républicaine-NUPES (22)

Contre : 1

M. Nicolas Sansu.

Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

Non inscrits (6)

Scrutin public n° 3533

sur l'article 6 du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (première lecture).

Nombre de votants :	57
Nombre de suffrages exprimés :	53
Majorité absolue :	27
Pour l'adoption :	33
Contre :	20

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe Renaissance (169)

Pour : 26

M. Damien Adam, M. Jean-Philippe Ardouin, Mme Fanta Berete, Mme Pascale Boyer, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, Mme Mireille Clapot, M. Philippe Dunoyer, M. Philippe Emmanuel, M. Marc Ferracci, Mme Anne Genetet, Mme Monique Iborra, M. Daniel Labaronne, Mme Annaïg Le Meur, Mme Christine Le Nabour, M. Mathieu Lefèvre, M. Sylvain Maillard, Mme Graziella Melchior, M. Ludovic Mendes, M. Nicolas Metzdorf, M. Emmanuel Pellerin, Mme Michèle Peyron, Mme Stéphanie Rist, M. Charles Sitzenstuhl, M. David Valence et M. Stéphane Vojetta.

Non-votant(s) : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

Groupe Rassemblement national (88)*Contre* : 11

M. Christophe Bentz, M. Frédéric Boccaletti, M. Victor Catteau, M. Roger Chudeau, M. Grégoire de Fournas, Mme Edwige Diaz, M. Jordan Guitton, M. Laurent Jacobelli, Mme Gisèle Lelouis, M. Bryan Masson et M. Emeric Salmon.

Groupe La France insoumise-Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (75)*Contre* : 8

Mme Ségolène Amiot, M. Sébastien Delogu, M. Emmanuel Fernandes, M. Maxime Laisney, Mme Élise Leboucher, Mme Sarah Legrain, M. René Pilato et M. François Piquemal.

Non-votant(s) : 1

Mme Caroline Fiat (présidente de séance).

Groupe Les Républicains (62)*Abstention* : 1

M. Maxime Minot.

Groupe Démocrate (MODEM et indépendants) (50)*Pour* : 1

Mme Josy Poueyto.

Groupe Socialistes et apparentés (31)*Pour* : 4

M. Alain David, M. Arthur Delaporte, Mme Chantal Jourdan et Mme Marietta Karamanli.

Groupe Horizons et apparentés (30)*Pour* : 1

M. Paul Christophe.

Groupe Écologiste-NUPES (22)*Pour* : 1

M. Jérémie Iordanoff.

Abstention : 3

M. Karim Ben Cheikh, Mme Sandra Regol et Mme Sabrina Sebaihi.

Groupe Gauche démocrate et républicaine-NUPES (22)*Contre* : 1

M. Nicolas Sansu.

Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)**Non inscrits (6)****Scrutin public n° 3534**

sur l'amendement n° 27 de Mme Maximi à l'article 8 du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (première lecture).

Nombre de votants : 67

Nombre de suffrages exprimés : 55

Majorité absolue : 28

Pour l'adoption : 21

Contre : 34

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe Renaissance (169)*Pour* : 1

Mme Monique Iborra.

Contre : 27

M. Damien Adam, M. Jean-Philippe Ardouin, Mme Fanta Berete, Mme Pascale Boyer, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, Mme Mireille Clapot, M. Philippe Dunoyer, M. Philippe Emmanuel, M. Marc Ferracci, Mme Anne Genetet, M. Daniel Labaronne, Mme Annaïg Le Meur, Mme Christine Le Nabour, M. Mathieu Lefèvre, M. Sylvain Maillard, Mme Graziella Melchior, M. Ludovic Mendes, Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, M. Emmanuel Pellerin, Mme Michèle Peyron, Mme Stéphanie Rist, M. Jean-François Rousset, M. Charles Sitzenstühl, M. David Valence, M. Stéphane Vojetta et M. Jean-Marc Zulesi.

Non-votant(s) : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

Groupe Rassemblement national (88)*Abstention* : 12

M. Romain Baubry, M. Christophe Bentz, M. Frédéric Boccaletti, M. Victor Catteau, M. Roger Chudeau, Mme Edwige Diaz, M. Jordan Guitton, M. Laurent Jacobelli, Mme Gisèle Lelouis, M. Bryan Masson, M. Serge Muller et M. Emeric Salmon.

Groupe La France insoumise-Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (75)*Pour* : 13

Mme Ségolène Amiot, M. Manuel Bompard, M. Hadrien Clouet, M. Sébastien Delogu, M. Emmanuel Fernandes, M. Maxime Laisney, Mme Élise Leboucher, Mme Sarah Legrain, M. René Pilato, M. François Piquemal, M. Aurélien Saintoul, Mme Anne Stambach-Terre noir et Mme Andrée Taurinya.

Non-votant(s) : 1

Mme Caroline Fiat (présidente de séance).

Groupe Les Républicains (62)*Contre* : 1

M. Maxime Minot.

Groupe Démocrate (MODEM et indépendants) (50)*Contre* : 2

Mme Anne Bergantz et Mme Josy Poueyto.

Groupe Socialistes et apparentés (31)*Contre* : 3

M. Alain David, M. Arthur Delaporte et Mme Marietta Karamanli.

Groupe Horizons et apparentés (30)*Contre* : 1

M. Paul Christophe.

Groupe Écologiste-NUPES (22)*Pour* : 6

M. Karim Ben Cheikh, M. Jérémie Iordanoff, M. Benjamin Lucas, Mme Sandra Regol, Mme Sabrina Sebaihi et M. Nicolas Thierry.

Groupe Gauche démocrate et républicaine-NUPES (22)*Pour* : 1

M. Nicolas Sansu.

Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)**Non inscrits (6)****Scrutin public n° 3535**

sur l'amendement n° 28 de Mme Maximi de suppression de l'article 9 du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (première lecture).

Nombre de votants : 67
 Nombre de suffrages exprimés : 54
 Majorité absolue : 28
 Pour l'adoption : 21
 Contre : 33

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe Renaissance (169)*Contre* : 28

M. Damien Adam, M. Jean-Philippe Ardouin, Mme Fanta Berete, Mme Pascale Boyer, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, Mme Mireille Clapot, M. Philippe Dunoyer, M. Philippe Emmanuel, M. Marc Ferracci, Mme Anne Genetet, Mme Monique Iborra, M. Daniel Labaronne, Mme Annaïg Le Meur, Mme Christine Le Nabour, M. Mathieu Lefèvre, M. Sylvain Maillard, Mme Graziella Melchior, M. Ludovic Mendes, Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, M. Emmanuel Pellerin, Mme Michèle Peyron, Mme Stéphanie Rist, M. Jean-François Rousset, M. Charles Sitzenstuhl, M. David Valence, M. Stéphane Vojetta et M. Jean-Marc Zulesi.

Non-votant(s) : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

Groupe Rassemblement national (88)*Abstention* : 12

M. Romain Baubry, M. Christophe Bentz, M. Frédéric Boccaletti, M. Victor Catteau, M. Roger Chudeau, Mme Annick Cousin, Mme Edwige Diaz, M. Jordan Guitton, Mme Gisèle Lelouis, M. Bryan Masson, M. Serge Muller et M. Emeric Salmon.

Groupe La France insoumise-Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (75)*Pour* : 13

Mme Ségolène Amiot, M. Manuel Bompard, M. Hadrien Clouet, M. Sébastien Delogu, M. Emmanuel Fernandes, M. Maxime Laisney, Mme Élise Leboucher, Mme Sarah Legrain, M. René Pilato, M. François Piquemal, M. Aurélien Saintoul, Mme Anne Stambach-Terreñoir et Mme Andrée Taurinya.

Non-votant(s) : 1

Mme Caroline Fiat (présidente de séance).

Groupe Les Républicains (62)*Contre* : 1

M. Maxime Minot.

Groupe Démocrate (MODEM et indépendants) (50)*Contre* : 2

Mme Anne Bergantz et Mme Josy Poueyto.

Groupe Socialistes et apparentés (31)*Pour* : 4

M. Alain David, M. Arthur Delaporte, Mme Chantal Jourdan et Mme Marietta Karamanli.

Groupe Horizons et apparentés (30)*Contre* : 2

M. Paul Christophe et Mme Stéphanie Kochert.

Groupe Écologiste-NUPES (22)*Pour* : 4

M. Benjamin Lucas, Mme Sandra Regol, Mme Sabrina Sebaihi et M. Nicolas Thierry.

Abstention : 1

M. Jérémie Jordanoff.

Groupe Gauche démocrate et républicaine-NUPES (22)**Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)****Non inscrits (6)****Scrutin public n° 3536**

sur l'article 9 du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (première lecture).

Nombre de votants : 68
 Nombre de suffrages exprimés : 63
 Majorité absolue : 32
 Pour l'adoption : 36
 Contre : 27

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe Renaissance (169)*Pour* : 28

M. Damien Adam, M. Jean-Philippe Ardouin, Mme Fanta Berete, Mme Pascale Boyer, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, Mme Mireille Clapot, M. Philippe Dunoyer, M. Philippe Emmanuel, M. Marc Ferracci, Mme Anne Genetet, Mme Monique Iborra, M. Daniel Labaronne, Mme Annaïg Le Meur, Mme Christine Le Nabour, M. Mathieu Lefèvre, M. Sylvain Maillard, Mme Graziella Melchior, M. Ludovic Mendes, Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, M. Emmanuel Pellerin, Mme Michèle Peyron, Mme Stéphanie Rist, M. Jean-François Rousset, M. Charles Sitzenstuhl, M. David Valence, M. Stéphane Vojetta et M. Jean-Marc Zulesi.

Non-votant(s) : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

Groupe Rassemblement national (88)*Contre* : 12

M. Romain Baubry, M. Christophe Bentz, M. Frédéric Boccaletti, M. Victor Catteau, M. Roger Chudeau, Mme Annick Cousin, Mme Edwige Diaz, M. Jordan Guitton, Mme Gisèle Lelouis, M. Bryan Masson, M. Serge Muller et M. Emeric Salmon.

Groupe La France insoumise-Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (75)*Contre* : 13

Mme Ségolène Amiot, M. Manuel Bompard, M. Hadrien Clouet, M. Sébastien Delogu, M. Emmanuel Fernandes, M. Maxime Laisney, Mme Élise Leboucher, Mme Sarah Legrain, M. René Pilato, M. François Piquemal, M. Aurélien Saintoul, Mme Anne Stambach-Terreiroir et Mme Andrée Taurinya.

Non-votant(s) : 1

Mme Caroline Fiat (présidente de séance).

Groupe Les Républicains (62)*Abstention* : 1

M. Maxime Minot.

Groupe Démocrate (MODEM et indépendants) (50)*Pour* : 2

Mme Anne Bergantz et Mme Josy Poueyto.

Groupe Socialistes et apparentés (31)*Pour* : 4

M. Alain David, M. Arthur Delaporte, Mme Chantal Jourdan et Mme Marietta Karamanli.

Groupe Horizons et apparentés (30)*Pour* : 2

M. Paul Christophe et Mme Stéphanie Kochert.

Groupe Écologiste-NUPES (22)*Contre* : 2

M. Karim Ben Cheikh et M. Benjamin Lucas.

Abstention : 4

M. Jérémie Iordanoff, Mme Sandra Regol, Mme Sabrina Sebaihi et M. Nicolas Thierry.

Groupe Gauche démocrate et républicaine-NUPES (22)**Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)****Non inscrits (6)****Scrutin public n° 3537**

sur l'amendement n° 37 de Mme Belluco à l'article 13 du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (première lecture).

Nombre de votants : 64

Nombre de suffrages exprimés : 64

Majorité absolue : 33

Pour l'adoption : 24

Contre : 40

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe Renaissance (169)*Contre* : 26

M. Damien Adam, M. Jean-Philippe Ardouin, Mme Pascale Boyer, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, Mme Mireille Clapot, M. Philippe Dunoyer, M. Philippe Emmanuel, M. Marc Ferracci, Mme Anne Genetet, Mme Monique Iborra, M. Daniel Labaronne, Mme Annaïg Le Meur, Mme Christine Le Nabour, M. Mathieu Lefèvre,

M. Sylvain Maillard, Mme Graziella Melchior, Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, M. Emmanuel Pellerin, Mme Michèle Peyron, Mme Stéphanie Rist, M. Jean-François Rousset, M. Charles Sitzenstuhl, M. David Valence, M. Stéphane Vojetta et M. Jean-Marc Zulesi.

Non-votant(s) : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

Groupe Rassemblement national (88)*Contre* : 10

M. Romain Baubry, M. Frédéric Boccaletti, M. Roger Chudeau, Mme Annick Cousin, Mme Edwige Diaz, M. Jordan Guittou, M. Laurent Jacobelli, Mme Gisèle Lelouis, M. Serge Muller et M. Emeric Salmon.

Groupe La France insoumise-Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (75)*Pour* : 13

Mme Ségolène Amiot, M. Manuel Bompard, M. Hadrien Clouet, M. Sébastien Delogu, M. Emmanuel Fernandes, M. Maxime Laisney, Mme Élise Leboucher, Mme Sarah Legrain, M. René Pilato, M. François Piquemal, M. Aurélien Saintoul, Mme Anne Stambach-Terreiroir et Mme Andrée Taurinya.

Non-votant(s) : 1

Mme Caroline Fiat (présidente de séance).

Groupe Les Républicains (62)*Contre* : 1

M. Maxime Minot.

Groupe Démocrate (MODEM et indépendants) (50)*Contre* : 2

Mme Anne Bergantz et Mme Josy Poueyto.

Groupe Socialistes et apparentés (31)*Pour* : 4

M. Alain David, M. Arthur Delaporte, Mme Chantal Jourdan et Mme Marietta Karamanli.

Groupe Horizons et apparentés (30)*Contre* : 1

M. Paul Christophe.

Groupe Écologiste-NUPES (22)*Pour* : 7

M. Karim Ben Cheikh, M. Jérémie Iordanoff, M. Benjamin Lucas, Mme Sandra Regol, Mme Sabrina Sebaihi, Mme Sophie Taillé-Polian et M. Nicolas Thierry.

Groupe Gauche démocrate et républicaine-NUPES (22)**Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)****Non inscrits (6)****Scrutin public n° 3538**

sur l'amendement n° 16 de M. Guittou à l'article 28 du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (première lecture).

Nombre de votants :	86
Nombre de suffrages exprimés :	86
Majorité absolue :	44
Pour l'adoption :	12
Contre :	74

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe Renaissance (169)

Contre : 40

M. Damien Adam, M. Jean-Philippe Ardouin, M. Antoine Armand, Mme Fanta Berete, M. Denis Bernaert, Mme Pascale Boyer, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, Mme Céline Calvez, Mme Eléonore Caroit, Mme Mireille Clapot, Mme Laurence Cristol, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Philippe Dunoyer, M. Philippe Emmanuel, M. Marc Ferracci, Mme Anne Genetet, Mme Monique Iborra, Mme Caroline Janvier, M. Daniel Labaronne, M. Didier Le Gac, M. Gilles Le Gendre, Mme Annaïg Le Meur, Mme Christine Le Nabour, M. Sylvain Maillard, M. Louis Margueritte, Mme Graziella Melchior, M. Ludovic Mendes, M. Benoit Mournet, Mme Astrid Panosyan-Bouvet, Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, M. Emmanuel Pellerin, Mme Michèle Peyron, Mme Stéphanie Rist, M. Jean-François Rousset, M. Charles Sitzenstuhl, M. Stéphane Travert, M. David Valence, M. Stéphane Vojetta et M. Jean-Marc Zulesi.

Non-votant(s) : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

Groupe Rassemblement national (88)

Pour : 11

M. Romain Baubry, M. Frédéric Boccaletti, M. Victor Catteau, M. Roger Chudeau, Mme Edwige Diaz, M. Christian Girard, M. Jordan Guitton, M. Laurent Jacobelli, Mme Gisèle Lelouis, M. Serge Muller et M. Emeric Salmon.

Contre : 1

Mme Annick Cousin.

Groupe La France insoumise-Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (75)

Contre : 14

Mme Ségolène Amiot, M. Manuel Bompard, M. Hadrien Clouet, M. Emmanuel Fernandes, M. David Guiraud, M. Maxime Laisney, Mme Élise Leboucher, M. Damien Maudet, Mme Manon Meunier, M. René Pilato, M. François Piquemal, Mme Danielle Simonnet, Mme Anne Stambach-Terreirois et Mme Andrée Taurinya.

Non-votant(s) : 1

Mme Caroline Fiat (présidente de séance).

Groupe Les Républicains (62)

Pour : 1

M. Maxime Minot.

Groupe Démocrate (MODEM et indépendants) (50)

Contre : 4

Mme Anne Bergantz, M. Luc Geismar, M. Jean-Paul Mattei et Mme Josy Poueyto.

Groupe Socialistes et apparentés (31)

Contre : 3

M. Arthur Delaporte, Mme Chantal Jourdan et Mme Marietta Karamanli.

Groupe Horizons et apparentés (30)

Contre : 2

M. Paul Christophe et M. Luc Lamirault.

Groupe Écologiste-NUPES (22)

Contre : 8

M. Karim Ben Cheikh, Mme Marie-Charlotte Garin, M. Jérémie Iordanoff, M. Benjamin Lucas, Mme Sandra Regol, Mme Sabrina Sebaihi, Mme Sophie Taillé-Polian et M. Nicolas Thierry.

Groupe Gauche démocrate et républicaine-NUPES (22)

Contre : 2

M. Pierre Dharréville et M. Nicolas Sansu.

Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

Non inscrits (6)

Scrutin public n° 3539

sur l'amendement n° 18 de M. Salmon à l'article 28 du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (première lecture).

Nombre de votants :	85
Nombre de suffrages exprimés :	84
Majorité absolue :	43
Pour l'adoption :	12
Contre :	72

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe Renaissance (169)

Contre : 40

M. Damien Adam, M. Jean-Philippe Ardouin, M. Antoine Armand, Mme Fanta Berete, M. Denis Bernaert, Mme Pascale Boyer, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, Mme Céline Calvez, Mme Eléonore Caroit, Mme Mireille Clapot, Mme Laurence Cristol, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Philippe Dunoyer, M. Philippe Emmanuel, M. Marc Ferracci, Mme Anne Genetet, Mme Monique Iborra, Mme Caroline Janvier, M. Daniel Labaronne, M. Didier Le Gac, M. Gilles Le Gendre, Mme Annaïg Le Meur, Mme Christine Le Nabour, M. Sylvain Maillard, M. Louis Margueritte, Mme Graziella Melchior, M. Ludovic Mendes, M. Benoit Mournet, Mme Astrid Panosyan-Bouvet, Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, M. Emmanuel Pellerin, Mme Michèle Peyron, Mme Stéphanie Rist, M. Jean-François Rousset, M. Charles Sitzenstuhl, M. Stéphane Travert, M. David Valence, M. Stéphane Vojetta et M. Jean-Marc Zulesi.

Non-votant(s) : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

Groupe Rassemblement national (88)

Pour : 12

M. Romain Baubry, M. Frédéric Boccaletti, M. Victor Catteau, M. Roger Chudeau, Mme Annick Cousin, Mme Edwige Diaz, M. Christian Girard, M. Jordan Guitton, M. Laurent Jacobelli, Mme Gisèle Lelouis, M. Serge Muller et M. Emeric Salmon.

Groupe La France insoumise-Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (75)*Contre* : 14

Mme Ségolène Amiot, M. Manuel Bompard, M. Hadrien Clouet, M. Emmanuel Fernandes, M. David Guiraud, M. Maxime Laisney, Mme Élise Leboucher, M. Damien Maudet, Mme Manon Meunier, M. René Pilato, M. François Piquemal, Mme Danielle Simonnet, Mme Anne Stambach-Terreñoir et Mme Andrée Taurinya.

Non-votant(s) : 1

Mme Caroline Fiat (présidente de séance).

Groupe Les Républicains (62)*Abstention* : 1

M. Maxime Minot.

Groupe Démocrate (MODEM et indépendants) (50)*Contre* : 4

Mme Anne Bergantz, M. Luc Geismar, M. Jean-Paul Mattei et Mme Josy Poueyto.

Groupe Socialistes et apparentés (31)*Contre* : 3

M. Arthur Delaporte, Mme Chantal Jourdan et Mme Marietta Karamanli.

Groupe Horizons et apparentés (30)*Contre* : 1

M. Paul Christophe.

Groupe Écologiste-NUPES (22)*Contre* : 8

M. Karim Ben Cheikh, Mme Marie-Charlotte Garin, M. Jérémie Iordanoff, M. Benjamin Lucas, Mme Sandra Regol, Mme Sabrina Sebaihi, Mme Sophie Taillé-Polian et M. Nicolas Thierry.

Groupe Gauche démocrate et républicaine-NUPES (22)*Contre* : 2

M. Pierre Dharréville et M. Nicolas Sansu.

Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)**Non inscrits (6)****Scrutin public n° 3540**

sur l'article 28 du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (première lecture).

Nombre de votants :	86
Nombre de suffrages exprimés :	86
Majorité absolue :	44
Pour l'adoption :	74
Contre :	12

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe Renaissance (169)*Pour* : 40

M. Damien Adam, M. Jean-Philippe Ardouin, M. Antoine Armand, Mme Fanta Berete, M. Denis Bernaert, Mme Pascale Boyer, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, Mme Céline Calvez, Mme Eléonore Caroit,

Mme Mireille Clapot, Mme Laurence Cristol, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Philippe Dunoyer, M. Philippe Emmanuel, M. Marc Ferracci, Mme Anne Genetet, M. Benjamin Haddad, Mme Monique Iborra, Mme Caroline Janvier, Mme Brigitte Klinkert, M. Daniel Labaronne, M. Didier Le Gac, M. Gilles Le Gendre, Mme Annaïg Le Meur, Mme Christine Le Nabour, M. Sylvain Maillard, M. Louis Margueritte, Mme Graziella Melchior, M. Ludovic Mendes, M. Benoit Mournet, Mme Astrid Panosyan-Bouvet, Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, M. Emmanuel Pellerin, Mme Stéphanie Rist, M. Charles Sitzenstuhl, M. Stéphane Travert, M. David Valence, M. Stéphane Vojetta et M. Jean-Marc Zulesi.

Contre : 1

M. Jean-François Rousset.

Non-votant(s) : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

Groupe Rassemblement national (88)*Contre* : 11

M. Romain Baubry, M. Frédéric Boccaletti, M. Victor Catteau, M. Roger Chudeau, Mme Annick Cousin, Mme Edwige Diaz, M. Christian Girard, M. Jordan Guitton, M. Laurent Jacobelli, M. Serge Muller et M. Emeric Salmon.

Groupe La France insoumise-Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (75)*Pour* : 14

Mme Ségolène Amiot, M. Manuel Bompard, M. Hadrien Clouet, M. Emmanuel Fernandes, M. David Guiraud, Mme Élise Leboucher, M. Damien Maudet, Mme Manon Meunier, Mme Danièle Obono, M. René Pilato, M. François Piquemal, Mme Danielle Simonnet, Mme Anne Stambach-Terreñoir et Mme Andrée Taurinya.

Non-votant(s) : 1

Mme Caroline Fiat (présidente de séance).

Groupe Les Républicains (62)*Pour* : 1

M. Maxime Minot.

Groupe Démocrate (MODEM et indépendants) (50)*Pour* : 2

Mme Anne Bergantz et Mme Josy Poueyto.

Groupe Socialistes et apparentés (31)*Pour* : 4

M. Arthur Delaporte, Mme Chantal Jourdan, Mme Marietta Karamanli et M. Philippe Naillat.

Groupe Horizons et apparentés (30)*Pour* : 2

M. Paul Christophe et Mme Stéphanie Kochert.

Groupe Écologiste-NUPES (22)*Pour* : 8

M. Karim Ben Cheikh, Mme Marie-Charlotte Garin, M. Jérémie Iordanoff, M. Benjamin Lucas, Mme Sandra Regol, Mme Sabrina Sebaihi, Mme Sophie Taillé-Polian et M. Nicolas Thierry.

Groupe Gauche démocrate et républicaine-NUPES (22)*Pour* : 2

M. Pierre Dharréville et M. Nicolas Sansu.

Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

Pour : 1

M. Jean-Félix Acquaviva.

Non inscrits (6)

MISES AU POINT

(Sous réserve des dispositions de l'article 68, alinéa 4, du règlement de l'Assemblée nationale)

M. Jean-François Rousset a fait savoir qu'il avait voulu « voter pour ».

Scrutin public n° 3541

sur l'amendement n° 3 de M. Amard à l'article 31 du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (première lecture).

Nombre de votants :	86
Nombre de suffrages exprimés :	86
Majorité absolue :	44
<i>Pour</i> l'adoption :	30
<i>Contre</i> :	56

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe Renaissance (169)

Pour : 1

Mme Caroline Janvier.

Contre : 40

M. Damien Adam, M. Jean-Philippe Ardouin, Mme Fanta Berete, M. Denis Bernaert, Mme Pascale Boyer, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, Mme Céline Calvez, Mme Eléonore Caroit, Mme Mireille Clapot, Mme Laurence Cristol, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Philippe Dunoyer, M. Philippe Emmanuel, M. Marc Ferracci, Mme Anne Genetet, M. Benjamin Haddad, Mme Monique Iborra, Mme Brigitte Klinkert, M. Daniel Labaronne, M. Didier Le Gac, M. Gilles Le Gendre, Mme Annaïg Le Meur, Mme Christine Le Nabour, M. Sylvain Maillard, M. Louis Margueritte, Mme Graziella Melchior, M. Ludovic Mendes, M. Benoit Mournet, Mme Astrid Panosyan-Bouvet, Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, M. Emmanuel Pellerin, Mme Michèle Peyron, Mme Stéphanie Rist, M. Jean-François Rousset, M. Charles Sitzenstuhl, M. Stéphane Travert, M. David Valence, M. Stéphane Vojetta et M. Jean-Marc Zulesi.

Non-votant(s) : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

Groupe Rassemblement national (88)

Contre : 10

M. Frédéric Boccaletti, M. Victor Catteau, M. Roger Chudeau, Mme Annick Cousin, Mme Edwige Diaz, M. Christian Girard, M. Jordan Guitton, M. Laurent Jacobelli, M. Serge Muller et M. Emeric Salmon.

Groupe La France insoumise-Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (75)

Pour : 16

Mme Ségolène Amiot, M. Manuel Bompard, M. Hadrien Clouet, M. Sébastien Delogu, M. Emmanuel Fernandes, M. David Guiraud, Mme Élise Leboucher, M. Damien Maudet, Mme Manon Meunier, Mme Danièle Obono, Mme Mathilde Panot, M. René Pilato, M. François Piquemal, Mme Danielle Simonnet, Mme Anne Stambach-Terreiroir et Mme Andrée Taurinya.

Non-votant(s) : 1

Mme Caroline Fiat (présidente de séance).

Groupe Les Républicains (62)

Contre : 1

M. Maxime Minot.

Groupe Démocrate (MODEM et indépendants) (50)

Contre : 2

Mme Anne Bergantz et Mme Josy Poueyto.

Groupe Socialistes et apparentés (31)

Pour : 4

M. Arthur Delaporte, Mme Chantal Jourdan, Mme Marietta Karamanli et M. Philippe Naillet.

Groupe Horizons et apparentés (30)

Contre : 2

M. Paul Christophe et Mme Stéphanie Kochert.

Groupe Écologiste-NUPES (22)

Pour : 7

M. Karim Ben Cheikh, Mme Marie-Charlotte Garin, M. Benjamin Lucas, Mme Sandra Regol, Mme Sabrina Sebahi, Mme Sophie Taillé-Polian et M. Nicolas Thierry.

Groupe Gauche démocrate et républicaine-NUPES (22)

Pour : 2

M. Pierre Dharréville et M. Nicolas Sansu.

Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

Contre : 1

M. Jean-Félix Acquaviva.

Non inscrits (6)

Scrutin public n° 3542

sur le sous-amendement n° 90 de M. Sansu à l'amendement n° 44 du Gouvernement après l'article 32 du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (première lecture).

Nombre de votants :	96
Nombre de suffrages exprimés :	83
Majorité absolue :	42
<i>Pour</i> l'adoption :	29
<i>Contre</i> :	54

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe Renaissance (169)

Contre : 43

M. Damien Adam, M. Jean-Philippe Ardouin, M. Antoine Armand, Mme Fanta Berete, M. Denis Bernaert, Mme Pascale Boyer, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, Mme Céline Calvez, Mme Eléonore Caroit,

Mme Mireille Clapot, Mme Laurence Cristol, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Philippe Dunoyer, M. Philippe Emmanuel, M. Marc Ferracci, Mme Anne Genetet, M. Benjamin Haddad, Mme Monique Iborra, Mme Caroline Janvier, Mme Brigitte Klinkert, M. Daniel Labaronne, M. Didier Le Gac, M. Gilles Le Gendre, Mme Annaïg Le Meur, Mme Christine Le Nabour, Mme Nicole Le Peih, M. Sylvain Maillard, M. Louis Margueritte, Mme Graziella Melchior, M. Ludovic Mendes, M. Benoit Mournet, Mme Astrid Panosyan-Bouvet, Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, M. Emmanuel Pellerin, Mme Michèle Peyron, Mme Stéphanie Rist, M. Jean-François Rousset, M. Charles Sitzenstuhl, M. Stéphane Travert, M. David Valence, M. Stéphane Vojetta et M. Jean-Marc Zulesi.

Non-votant(s) : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

Groupe Rassemblement national (88)

Abstention : 13

M. Romain Baubry, M. Frédéric Boccaletti, M. Victor Catteau, Mme Annick Cousin, M. Jocelyn Dessigny, Mme Edwige Diaz, M. Christian Girard, M. Jordan Guitton, M. Laurent Jacobelli, Mme Yaël Menache, M. Serge Muller, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

Groupe La France insoumise-Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (75)

Pour : 16

Mme Ségolène Amiot, M. Manuel Bompard, M. Hadrien Clouet, M. Sébastien Delogu, M. Emmanuel Fernandes, M. David Guiraud, Mme Élise Leboucher, M. Damien Maudet, Mme Manon Meunier, Mme Danièle Obono, Mme Mathilde Panot, M. René Pilato, M. François Piquemal, Mme Danielle Simonnet, Mme Anne Stambach-Terreñoir et Mme Andrée Taurinya.

Non-votant(s) : 1

Mme Caroline Fiat (présidente de séance).

Groupe Les Républicains (62)

Contre : 3

M. Éric Ciotti, M. Olivier Marleix et M. Maxime Minot.

Groupe Démocrate (MODEM et indépendants) (50)

Contre : 5

Mme Anne Bergantz, M. Luc Geismar, M. Jean-Paul Mattei, Mme Josy Poueyto et M. Philippe Vigier.

Groupe Socialistes et apparentés (31)

Pour : 3

M. Arthur Delaporte, Mme Chantal Jourdan et Mme Marietta Karamanli.

Groupe Horizons et apparentés (30)

Contre : 3

M. Paul Christophe, Mme Stéphanie Kochert et M. Luc Lamirault.

Groupe Écologiste-NUPES (22)

Pour : 7

M. Karim Ben Cheikh, Mme Marie-Charlotte Garin, M. Benjamin Lucas, Mme Sandra Regol, Mme Sabrina Sebaihi, Mme Sophie Taillé-Polain et M. Nicolas Thierry.

Groupe Gauche démocrate et républicaine-NUPES (22)

Pour : 2

M. Pierre Dharréville et M. Nicolas Sansu.

Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

Pour : 1

M. Jean-Félix Acquaviva.

Non inscrits (6)

Scrutin public n° 3543

sur le sous-amendement n° 84 de M. Clouet à l'amendement n° 44 du Gouvernement après l'article 32 du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (première lecture).

Nombre de votants :	97
Nombre de suffrages exprimés :	84
Majorité absolue :	43
Pour l'adoption :	30
Contre :	54

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe Renaissance (169)

Contre : 43

M. Damien Adam, M. Jean-Philippe Ardouin, M. Antoine Armand, Mme Fanta Berete, M. Denis Bernaert, Mme Pascale Boyer, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, Mme Céline Calvez, Mme Eléonore Caroit, Mme Mireille Clapot, Mme Laurence Cristol, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Philippe Dunoyer, M. Philippe Emmanuel, M. Marc Ferracci, Mme Anne Genetet, M. Benjamin Haddad, Mme Monique Iborra, Mme Caroline Janvier, Mme Brigitte Klinkert, M. Daniel Labaronne, M. Didier Le Gac, M. Gilles Le Gendre, Mme Annaïg Le Meur, Mme Christine Le Nabour, Mme Nicole Le Peih, M. Sylvain Maillard, M. Louis Margueritte, Mme Graziella Melchior, M. Ludovic Mendes, M. Benoit Mournet, Mme Astrid Panosyan-Bouvet, Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, M. Emmanuel Pellerin, Mme Michèle Peyron, Mme Stéphanie Rist, M. Jean-François Rousset, M. Charles Sitzenstuhl, M. Stéphane Travert, M. David Valence, M. Stéphane Vojetta et M. Jean-Marc Zulesi.

Non-votant(s) : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

Groupe Rassemblement national (88)

Abstention : 13

M. Romain Baubry, M. Frédéric Boccaletti, M. Victor Catteau, Mme Annick Cousin, M. Jocelyn Dessigny, Mme Edwige Diaz, M. Christian Girard, M. Jordan Guitton, M. Laurent Jacobelli, Mme Yaël Menache, M. Serge Muller, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

Groupe La France insoumise-Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (75)

Pour : 16

Mme Ségolène Amiot, M. Manuel Bompard, M. Hadrien Clouet, M. Sébastien Delogu, M. Emmanuel Fernandes, M. David Guiraud, Mme Élise Leboucher, M. Damien Maudet, Mme Manon Meunier, Mme Danièle Obono, Mme Mathilde Panot, M. René Pilato, M. François Piquemal, Mme Danielle Simonnet, Mme Anne Stambach-Terreñoir et Mme Andrée Taurinya.

Non-votant(s) : 1

Mme Caroline Fiat (présidente de séance).

Groupe Les Républicains (62)

Contre : 3

M. Éric Ciotti, M. Olivier Marleix et M. Maxime Minot.

Groupe Démocrate (MODEM et indépendants) (50)

Contre : 5

Mme Anne Bergantz, M. Luc Geismar, M. Jean-Paul Mattei, Mme Josy Poueyto et M. Philippe Vigier.

Groupe Socialistes et apparentés (31)

Pour : 4

M. Arthur Delaporte, Mme Chantal Jourdan, Mme Marietta Karamanli et M. Philippe Naillet.

Groupe Horizons et apparentés (30)

Contre : 3

M. Paul Christophe, Mme Stéphanie Kochert et M. Luc Lamirault.

Groupe Écologiste-NUPES (22)

Pour : 7

M. Karim Ben Cheikh, Mme Marie-Charlotte Garin, M. Benjamin Lucas, Mme Sandra Regol, Mme Sabrina Sebaihi, Mme Sophie Taillé-Polian et M. Nicolas Thierry.

Groupe Gauche démocrate et républicaine-NUPES (22)

Pour : 2

M. Pierre Dharréville et M. Nicolas Sansu.

Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

Pour : 1

M. Jean-Félix Acquaviva.

Non inscrits (6)

Scrutin public n° 3544

sur l'amendement n° 44 du Gouvernement après l'article 32 du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (première lecture).

Nombre de votants :	96
Nombre de suffrages exprimés :	77
Majorité absolue :	39
Pour l'adoption :	55
Contre :	22

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe Renaissance (169)

Pour : 43

M. Damien Adam, M. Jean-Philippe Ardouin, M. Antoine Armand, Mme Fanta Berete, M. Denis Bernaert, Mme Pascale Boyer, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, Mme Céline Calvez, Mme Eléonore Caroit, Mme Mireille Clapot, Mme Laurence Cristol, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Philippe Dunoyer, M. Philippe Emmanuel, M. Marc Ferracci, Mme Anne Genetet, M. Benjamin Haddad, Mme Monique Iborra, Mme Caroline Janvier, Mme Brigitte Klinkert, M. Daniel Labaronne, M. Didier Le Gac, M. Gilles Le Gendre, Mme Annaïg Le Meur,

Mme Christine Le Nabour, Mme Nicole Le Peih, M. Sylvain Maillard, M. Louis Margueritte, Mme Graziella Melchior, M. Ludovic Mendes, M. Benoit Mournet, Mme Astrid Panosyan-Bouvet, Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, M. Emmanuel Pellerin, Mme Michèle Peyron, Mme Stéphanie Rist, M. Jean-François Rousset, M. Charles Sitzenzstuh, M. Stéphane Travert, M. David Valence, M. Stéphane Vojetta et M. Jean-Marc Zulesi.

Non-votant(s) : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

Groupe Rassemblement national (88)

Abstention : 13

M. Romain Baubry, M. Frédéric Boccaletti, M. Victor Catteau, Mme Annick Cousin, M. Jocelyn Dessigny, Mme Edwige Diaz, M. Christian Girard, M. Jordan Guillon, M. Laurent Jacobelli, Mme Yaël Menache, M. Serge Muller, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

Groupe La France insoumise-Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (75)

Contre : 16

Mme Ségolène Amiot, M. Manuel Bompard, M. Hadrien Clouet, M. Sébastien Delogu, M. Emmanuel Fernandes, M. David Guiraud, Mme Élise Leboucher, M. Damien Maudet, Mme Manon Meunier, Mme Danièle Obono, Mme Mathilde Panot, M. René Pilato, M. François Piquemal, Mme Danielle Simonnet, Mme Anne Stambach-Terreirois et Mme Andrée Taurinya.

Non-votant(s) : 1

Mme Caroline Fiat (présidente de séance).

Groupe Les Républicains (62)

Pour : 3

M. Éric Ciotti, M. Olivier Marleix et M. Maxime Minot.

Groupe Démocrate (MODEM et indépendants) (50)

Pour : 5

Mme Anne Bergantz, M. Luc Geismar, M. Jean-Paul Mattei, Mme Josy Poueyto et M. Philippe Vigier.

Groupe Socialistes et apparentés (31)

Contre : 4

M. Arthur Delaporte, Mme Chantal Jourdan, Mme Marietta Karamanli et M. Philippe Naillet.

Groupe Horizons et apparentés (30)

Pour : 3

M. Paul Christophe, Mme Stéphanie Kochert et M. Luc Lamirault.

Groupe Écologiste-NUPES (22)

Contre : 2

M. Karim Ben Cheikh et M. Benjamin Lucas.

Abstention : 5

Mme Marie-Charlotte Garin, Mme Sandra Regol, Mme Sabrina Sebaihi, Mme Sophie Taillé-Polian et M. Nicolas Thierry.

Groupe Gauche démocrate et républicaine-NUPES (22)

Abstention : 1

M. Nicolas Sansu.

Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)*Pour* : 1

M. Jean-Félix Acquaviva.

Non inscrits (6)**Scrutin public n° 3545**

sur l'ensemble du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole (première lecture).

Nombre de votants : 96

Nombre de suffrages exprimés : 74

Majorité absolue : 38

Pour l'adoption : 58

Contre : 16

L'Assemblée nationale a adopté.

Groupe Renaissance (169)*Pour* : 42

M. Damien Adam, M. Jean-Philippe Ardouin, M. Antoine Armand, Mme Fanta Berete, M. Denis Bernaert, Mme Pascale Boyer, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, Mme Céline Calvez, Mme Eléonore Caroit, Mme Mireille Clapot, Mme Laurence Cristol, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Philippe Dunoyer, M. Philippe Emmanuel, M. Marc Ferracci, Mme Anne Genetet, M. Benjamin Haddad, Mme Monique Iborra, Mme Caroline Janvier, Mme Brigitte Klinkert, M. Daniel Labaronne, M. Gilles Le Gendre, Mme Annaïg Le Meur, Mme Christine Le Nabour, Mme Nicole Le Peih, M. Sylvain Maillard, M. Louis Margueritte, Mme Graziella Melchior, M. Ludovic Mendes, M. Benoit Mournet, Mme Astrid Panosyan-Bouvet, Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, M. Emmanuel Pellerin, Mme Michèle Peyron, Mme Stéphanie Rist, M. Jean-François Rousset, M. Charles Sitzenstuhl, M. Stéphane Travert, M. David Valence, M. Stéphane Vojetta et M. Jean-Marc Zulesi.

Non-votant(s) : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

Groupe Rassemblement national (88)*Abstention* : 13

M. Romain Baubry, M. Frédéric Boccaletti, M. Victor Catteau, Mme Annick Cousin, M. Jocelyn Dessigny, Mme Edwige Diaz, M. Christian Girard, M. Jordan Guitton, M. Laurent Jacobelli, Mme Yaël Menache, M. Serge Muller, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

Groupe La France insoumise-Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (75)*Contre* : 16

Mme Ségolène Amiot, M. Manuel Bompard, M. Hadrien Clouet, M. Sébastien Delogu, M. Emmanuel Fernandes, M. David Guiraud, Mme Élise Leboucher, M. Damien Maudet, Mme Manon Meunier, Mme Danièle Obono, Mme Mathilde Panot, M. René Pilato, M. François Piquemal, Mme Danielle Simonnet, Mme Anne Stambach-Terreñoir et Mme Andrée Taurinya.

Non-votant(s) : 1

Mme Caroline Fiat (présidente de séance).

Groupe Les Républicains (62)*Pour* : 3

M. Éric Ciotti, M. Olivier Marleix et M. Maxime Minot.

Groupe Démocrate (MODEM et indépendants) (50)*Pour* : 5

Mme Anne Bergantz, M. Luc Geismar, M. Jean-Paul Mattei, Mme Josy Poueyto et M. Philippe Vigier.

Groupe Socialistes et apparentés (31)*Pour* : 4

M. Arthur Delaporte, Mme Chantal Jourdan, Mme Marietta Karamanli et M. Philippe Naillet.

Groupe Horizons et apparentés (30)*Pour* : 3

M. Paul Christophe, Mme Stéphanie Kochert et M. Luc Lamirault.

Groupe Écologiste-NUPES (22)*Abstention* : 7

M. Karim Ben Cheikh, Mme Marie-Charlotte Garin, M. Benjamin Lucas, Mme Sandra Regol, Mme Sabrina Sebaihi, Mme Sophie Taillé-Polian et M. Nicolas Thierry.

Groupe Gauche démocrate et républicaine-NUPES (22)*Abstention* : 2

M. Pierre Dharréville et M. Nicolas Sansu.

Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)*Pour* : 1

M. Jean-Félix Acquaviva.

Non inscrits (6)